GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1892 — **ROMA** — SABATO 18 GIUGNO — NUM. **143**

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

SENATO DEL REGNO

Commissari nominati dagli Uffici, nell'adunanza del 17 giugno 1892, per l'esame dei seguenti progetti di legge:

1. Modificazioni alla legge 5 luglio 1882 sugli stipendi ed assegni fissi per la Regia marina (N. 249):

Ufficio 1° senatore Manfredi G.
» 2° » Mangilli.
» 3° » Cerruti C.
» 4° » Scelsi.
» 5° » Albini.

2. Modificazioni alla legge elettorale politica (N. 250):

Ufficio 1° senatore Righi.
» 2° » Cadenazzi.
» 3° » Pasella.
» 4° » Verga C.
» 5° » Bargoni.

3. Insequestrabilità delle paghe o mercedi degli operai permanenti e dei lavoranti avventizi della Regia marina (N. 251):

Ufficio 1° senatore Manfredi G.
» 2° » Mangilli.
» 3° » Bonelli C.
» 4° » Frisari.
» 5° » Albini.

4. Vendita dei duplici della biblioteca Vittorio Emanuele (N. 252)

Ufficio 1° senatore Chiaves.
» 2° » Mangilli.
» 3° » Manzoni.
» 4° » Rignon.
» 5° » Del Zio.

LEGGI E DECRETI

ERRATA-CORRIGE.

La legge sui conciliatori, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* del 17 giugno corr. n. 142, porta il n. 261 e non il n. 161, come fu stampato per errore.

Il Numero **269** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene la seguente legge:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È data esecuzione al trattato di commercio fra l'Italia

e la Svizzera, sottoscritto a Zurigo il 19 aprile 1892, le ratifiche del quale sono state scambiate a Berna, addì 18 giugno 1892.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Monza, addì 18 giugno 1892.

UMBERTO.

B. Brin.
P. Lacava.
V. Ellena.

Visto, *Il Guardasigilli*: Bonacci.

TRAITÉ DE COMMERCE

ENTRE

l'Italie et la Suisse

Sa Majesté le Roi d'Italie,

et

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse

également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur Giacomo MALVANO, Grand-officier des ordres de Ss. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Conseiller d'Etat, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères;

Monsieur Nicola MIRAGLIA, Grand officier des ordres des Ss. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Directeur général de l'agriculture au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

Monsieur Bonaldo STRINGHER, Commandeur de l'ordre de la Couronne d'Italie, Officier de l'ordre des Ss. Maurice et Lazare, Inspecteur général au Ministère des finances;

Monsieur Antonio MONZILLI, Commandeur des ordres des Ss. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Directeur du commerce au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur le Dr Numa DROZ, Conseiller fédéral, chef du Département fédéral des affaires étrangères;

Monsieur Bernard HAMMER, ancien Conseiller fédéral, Conseiller national;

Monsieur Conrad CRAMER-FREY, Conseiller national;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er.

Les Hautes Parties contractantes s'assurent réciproquement, pour l'importation directe ou indirecte des objets de provenance italienne en Suisse, et des objets de provenance suisse en Italie, le traitement de la nation la plus favorisée.

Les objets provenant de l'Italie, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent traité, seront admis en Suisse aux droits fixés par ledit tarif.

Les objets provenant de la Suisse, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent traité, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 2.

Les droits à l'exportation sont réglés, dans les deux Etats, par les tarifs C et D joints au présent traité.

Il ne sera perçu ni dans l'un, ni dans l'autre des deux Etats, des droits de douane quelconques sur les marchandises en transit.

Art. 3.

Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation, perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des cantons ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou qui gréveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 4.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation, ou un supplément de droit, sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits et des charges mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Les drawbacks à l'exportation de produits italiens ou suisses, ne pourront pas dépasser les droits d'accise ou de consommation intérieurs grevant lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 5.

Les produits qui forment ou qui formeront l'objet de monopoles d'Etat de chacune des deux Parties contractantes, ainsi que les articles servant à la fabrication de marchandises monopolisées, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou articles similaires indigènes n'auraient pas à acquitter cette taxe.

La taxe d'entrée complémentaire dont il s'agit sera restituée dans le cas où l'objet frappé de cette taxe n'aurait pas été employé à la fabrication d'un article monopolisé.

Les deux Gouvernements se réservent la faculté d'imposer, sur les produits dans la composition ou la fabrication desquels il entre de l'alcool, un droit équivalant aux charges fiscales dont est grevé à l'intérieur du pays l'alcool employé.

Art. 6.

Les articles d'orfèvrerie ou de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux Pays dans l'autre, seront soumis, s'il y a lieu, au régime de contrôle qui serait établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et paieront sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Art. 7.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, en matière de douane, que l'une d'elles a accordée ou pourrait accorder à l'avenir à une tierce Puissance; et ceci en même temps qu'elle la met en vigueur pour cette tierce Puissance, et de plein droit.

Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ni aucune prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable à toute autre nation.

Enfin, elles s'engagent à ne point interdire ni entraver l'importation ou l'exportation des céréales et des bestiaux et animaux de toute espèce de l'un des deux pays dans l'autre, sauf pour les bestiaux et les animaux dans les cas bien constatés d'épizootie. Ne sera cependant pas tenu à se conformer à cette disposition, l'Etat qui se trouverait en guerre avec une autre Puissance quelconque, ou qui serait forcé de mettre son armée sur le pied de guerre.

Art. 8.

Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux pays voisins, et notamment entre les pays de frontière respectifs, franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie est accordée au bétail conduit, d'un territoire à l'autre, aux marchés, à l'hivernage

et au pâturage des alpes, sauf obligation de le faire retourner, conformément aux règlements qu'arrêteront d'un commun accord les Parties contractantes.

Art. 9.

Les deux Parties contractantes s'engagent à maintenir, dans les principales avenues des routes qui relient les deux Etats, des bureaux-frontière dûment et suffisamment autorisés à percevoir les droits de douane et à faire les opérations relatives au transit sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Les formalités pour les expéditions nécessaires dans ce but seront de part et d'autre simplifiées autant que possible pour éviter tout arrêt.

Art. 10.

Afin de faciliter la circulation à la frontière, il a été convenu d'affranchir réciproquement de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation, les produits suivants des propriétés situées dans une zone de dix kilomètres de chaque côté de la frontière:

les céréales en gerbes ou en épis;
les foins, la paille et les fourrages verts;
les fruits frais, y compris les raisins frais;
les légumes verts.

Seront également affranchis: le fumier, les détritus de marais, les boues végétales, la lie et le marc de raisin, le résidu des gâteaux de cire, le sang des bestiaux, les semences, plantes, perches, échalas, la nourriture journalière des ouvriers, les animaux et instruments agricoles de toute sorte; tout ceci servant à la culture de ces propriétés, et sous réserve du contrôle et de la faculté de la répression en cas de fraude.

Les propriétaires ou cultivateurs de ces terres, domiciliés dans l'autre Etat, jouiront généralement, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la localité, à la condition qu'ils se soumettront aux règlements administratifs ou de police applicables aux ressortissants du pays.

A l'effet de faciliter le trafic de frontière visé par les clauses qui précèdent, des dispositions spéciales seront arrêtées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 11.

Sous obligation de réexportation et en conformité des règlements que l'Italie jugera utile de fixer, est accordée franchise temporaire de tout droit d'entrée et de sortie aux toiles écrues de coton qui seront introduites de la Suisse en Italie pour y être imprimées et qui seront réexpédiées après avoir subi cette opération.

Sous obligation de réexportation dans le délai de six mois, la franchise temporaire de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement:

1° pour les objets à réparer, notamment les montres de poche, les machines, parties de machines, chaudières et parties de chaudières, ainsi que pour les parties de bâtiments, barques et bateaux, etc.;
2° pour le sacs et tonneaux signés, paniers, corbeilles et récipients semblables, entrant vides pour être réexportés remplis ou exportés remplis pour être réimportés vides.

En cas de besoin prouvé, le délai ci-dessus sera étendu à douze mois.

Art. 12.

Les deux Parties contractantes s'entendront sur un règlement de police pour la navigation sur les lacs de Lugano et Majeur, et sur les mesures à prendre pour garantir la propriété des bois emportés par des sinistres, comme inondation, tempête, etc.

Art. 13.

Les négociants, les fabricants et les industriels en général qui prouveront qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts établis pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieurs dans l'autre pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents, avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats ou de recueillir des commandes. Mais, dans tous les cas, ils n'auront droit à aucune faveur dont ne jouiraient pas les nationaux.

Pour jouir du traitement susdit, les voyageurs de commerce italiens en Suisse, et les voyageurs de commerce suisses en Italie, devront être munis d'une carte de légitimation industrielle.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons, y compris les montres de poche, et qui sont importés en Italie par des voyageurs de commerce de maisons suisses, et en Suisse par des voyageurs de commerce de maisons italiennes, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 14.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de résoudre, le cas échéant, par voie d'arbitrage les questions concernant l'interprétation et l'application du présent traité qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique.

Art. 15.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les sociétés anonymes ou autres, commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intentér une action, soit pour s'y défendre, dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois (y compris les lois financières) desdits Etats et possessions.

Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 16.

Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement italien, désireux de compléter et d'étendre les relations commerciales entre la Suisse et l'Italie, s'engagent à favoriser, autant que faire se pourra, la création de voies de communication destinées à relier entre eux les deux pays, et notamment à assurer de part et d'autre toutes les facilités possibles à des entreprises ayant pour but de mettre en rapport direct, au moyen de la locomotion à vapeur à travers les Alpes suisses, les réseaux de chemin de fer au sud et au nord de ces montagnes.

Art. 17.

Le présent traité entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et au plus tard le 1er juillet 1892. Il restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903. Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'en faire cesser les effets le 1er janvier 1898 en le dénonçant douze mois à l'avance. S'il n'a pas été fait usage de cette faculté, le présent traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903, et au delà de cette période il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce traité, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 18.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berne le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachets respectifs.

Fait à *Zurich*, en double expédition, le dix-neuf avril mil huit cent quatre-vingt-douze (1892).

(L. S.) G. Malvano
(L. S.) N. Miraglia
(L. S.) B. Stringher
(L. S.) A. Monzilli

(L. S.) Droz
(L. S.) Hammer
(L. S.) C. Cramer-Frey.

Tarif A. — Droits à l'entrée en Suisse.

Numéro du tarif suisse	Dénomination des marchandises	DROITS
		Fr c
1	Déchets de la fabrication du fer (limaille, tournure, etc.), des verreries, de la fabrication de la cire, des savonneries, des teintureries; tessons de verre et de poterie; déchets de peaux ne pouvant servir qu'à la fabrication de la colle-forte; résidus de la distillation; résidus de fruits pressurés, non dénommés ailleurs; sang animal, liquide ou desséché; rognures (copeaux) de corne; tendons d'animaux; sabots et griffes, os; raclures, cendres et scories de métaux précieux; etc.	*les 100 kg.* exempts
ex 2	Marc (drague) de raisins; lies de vin, liquides	— 20
ex 3	Son, tourteaux et farine de tourteaux; caroubes; déchets de la minoterie, etc., servant à l'alimentation du bétail	exempts
	Matières brutes, végétales et animales, pour usage pharmaceutique, telles que: baies, feuilles, fleurs, fruits, coques, bois, herbes, écorces, semences, racines, etc., ne rentrant pas dans la catégorie V (produits agricoles) ou dans le n. 244:	
8	— entières, non divisées; à l'état brut	3 —
ex 10 a	Jus de réglisse	7 —
b	Huile de ricin incolore, purifiée, etc.	5 —
ex 16 a	Soufre brut ou raffiné	— 20
b	Jus de citron	— 20
ex 17	Fleur de soufre, sulfate de magnésie (sel amer), sulfate de baryte, chlorure de baryum, extrait de bois de châtaignier, liquide	— 30
ex 18 a	Acide nitrique (azotique)	— 60
b	Borax; extrait de châtaignier, solide; oléine (acide oléique); huile de ricin pour usages industriels	1 —
	Matières colorantes, minérales et végétales, non dénommées ailleurs:	
ex 34	— végétales, brutes	— 20
35	— minérales et végétales, moulues, lavées, râpées, pulvérisées, coupées, etc.	— 60
ex 60	Bois à brûler	— 02
ex 63	Merrains pour la fabrication des tonneaux, bruts	— 15
	Ouvrages finis, de bois commun, bruts, non peints, non sculptés, non plaqués, pour autant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 78; ouvrages de charron, de charpentier, outils en bois, etc.:	
ex 76 ex a	— sans ferrures	6 —
ex 81	Autres ouvrages en bois, peints, polis, vernis ou sculptés; de même, ouvrages en bois de genre mentionné sous les nos 76 et 77: peints, vernis, laqués	30 —
95	Produits des champs, des jardins et de forêts, frais, ne rentrent pas dans une autre rubrique de la catégorie V, Produits agricoles (ou dans la catégorie XI, Comestibles); semences de tout genre, non dénommées ailleurs	exempts
96	Foin, feuilles, roseaux, paille	exempts
97	Graines et fruits oléagineux	— 30
99	Arbres, arbustes et autres plantes vivantes	1 —
103	Ouvrages en cuir, finis, excepté les articles de voyage	60 —
	Chaussures:	
104	— parties ébauchées de chaussures, de tout genre	40 —
105	— chaussures en cuir, grossières.	40 —
ex 106	— chaussures en cuir, fines.	60 —
110	Livres, imprimés; cartes géographiques et de marine; musique.	1 —
119	Ouvrages de sculpture de tout genre	16 —
ex 141	Barques et bateaux ordinaires, pesant plus de 10 quintaux.	2 —
ex 198	Pierres brutes (moëllons); pierres à bâtir dégrossies (piquées) ou grossièrement taillées; pavés, matériaux pour routes; asbeste (amiante), brute; pierre à chaux et pierre à plâtre, brutes, non calcinées; autres terres et matières minérales brutes non dénommées ailleurs, même calcinées, lavées ou moulues	exempts
199	Pierres susceptibles d'être polies, en blocs bruts.	— 30
208	Chaux grasse et plâtre, moulus ou non	— 20
	Ouvrages de tailleur et de tourneur de pierre:	
215	— bruts, ni égrisés, ni polis, sans ornements; marbres, granits et autres pierres, sciés en plaques	— 75
ex 216 a	— marbres et granits en plaques ou sciés: polis ou égrisés	2 —
b	— ouvrages en marbres et granits: polis, égrisés, avec ornements; ébauches de statues	4 —
c	— ouvrages en pierres communes: polis ou égrisés	3 —
224	Beurre frais	7 —
ex 225	Beurre fondu, salé	10 —
228	Oeufs	1 —
ex 231	Fruits confits au sucre ou candis, même en bouteilles, verres, boîtes, etc.; confiseries et pâtisseries	40 —
232	Poissons frais	2 50

Numéro du tarif suisse	Dénomination des marchandises	DROITS
		Fr. c.
	Poissons séchés, salés, marinés, fumés ou préparés d'une autre manière:	les 100 kg.
233	— ne rentrant pas dans le n° 234 du tarif des douanes fédérales	1 —
235	Viande de boucherie, fraîche	4 50
236	Viande salée, fumée, conserves de viandes; lard séché	6 —
237	Volailles vivantes	4 —
238 *a*	Volailles tuées	6 —
b	Gibier	10 —
239	Charcuterie	12 —
241	Fruits, baies comestibles: frais	exempts
242	Raisins:	
a	de table, frais	2 50
b	frais, foulés	3 —
243	Châtaignes, fraîches ou sèches	— 30
244	Fruits secs ou tapés avec noyaux: pommes, poires, cerises, pruneaux, etc.; fruits et baies foulés, de même que les herbes et racines pour la distillation	2 50
ex 247	Fruit du midi:	
a	— oranges et citrons	2 —
b	— raisins secs (raisins de table, desséchés)	3 —
c	— figues sèches	3 —
d	— amandes, noix et noisettes	3 —
	Légumes frais:	
248	— pommes de terre	exemptes
249	— autres légumes	exempts
	Céréales, maïs, légumes à cosse:	
ex 252	— ni perlés, ni égrugés	— 30
253 *a*	— en grains perlés, égrugés, mondés ou concassés, gruau, semoule; farine de céréales, de maïs ou de légumes à cosse	2 —
b	— riz en grains perlés	1 50
ex 255	Pâtes alimentaires	8 —
	Fromages:	
263	— à pâte molle	4 —
264	— à pâte dure	4 —
290	Vin (naturel) en fûts, jusqu'à 15° d'alcool	3 50
ex 295	Vermouth en fûts, bouteilles ou cruchons, jusqu'à 18° d'alcool	8 —
ex 296	Huile d'olive en fûts	1 —
333	Lin, chanvre, jute, ramie (ortie de Chine) et autres matières textiles analogues et leurs déchets: bruts, débouillis, teillés ou sérancés	— 30
ex 334	Filés de chanvre, jusqu'au n° 10 inclusivement, simples, écrus ou crêmés	1 20
	Tissus des matières textiles dénommées au n° 333:	
340	— ecrus ou crêmés, ayant de 9 à 13 fils par carré de 5 mm	12 —
341	— écrus ou crêmés, ayant de 14 à 22 fils par carré de 5 mm	25 —
342	— écrus ou crêmés, ayant plus de 22 fils par carré de 5 mm, de même que tous les tissus blanchis, de fils teints, teints, imprimés, excepté le tulle	42 —
346	Ouvrages de cordier; cords, câbles	7 —
352	Cocons, déchets de soie: strasse (bourre), frisons, déchets de cardettes (bourrettes), cocons défectueux, etc.	— 30
	Soie et filoselle, écrues:	
353	— Filoselle peignée	1 —
354	— Soie et filoselle: non moulinées	1 50
ex 355	— — moulinées	6 —
ex 357	Soie et filoselle, à coudre, à broder, pour passamenterie, cordonnet de soie ou de filoselle:	
a	— écrus	6 —
b	— teints	16 —
382	Châles, écharpes, etc., de laine	75 —
	Paille assortie, rotin, liber, jonc, roseau, paille de riz, racines de riz, sparte (stipe, alfa), fibre de coco, feuilles de palmier, varech, crin végétal, etc.	
392	— bruts	— 30
393	— teints, refendus, filés, tordus, cordés	1 50
ex 394	Balais de « *saggina* » (*sorghum saccharatum*)	2 50
ex 395	Tresses de paille	6 —
ex 408	Chapeaux non garnis, ayant reçu leur forme définitive:	
a	— de paille	100 —
b	— de feutre	75 —
		par tête
421	Bœuf	15 —
ex 422	Vaches et génisses, avec dents de remplacement	18 —
423	Jeunes bêtes, sans dents de remplacement, pour autant qu'elles ne rentrent pas dans le n° 424 du tarif des douanes fédérales	12 —
426	Porcs:	
a	— pesant plus de 60 kg.	5 —
b	— pesant 60 kg. ou moins	4 —

Numéro du tarif suisse	Dénomination des marchandises	DROITS
		Fr c.
		par tête
427	Moutons	50 —
		les 100 kg.
431	Cuirs et peaux: bruts, verts, salés, secs	— 60
ex 437	Crins: nettoyés, filés, préparés	10 —
446	Ouvrages en cire, de tout genre	16 —
ex 453	Corail ouvré, non monté	30 —
	Ouvrages en argile:	
455	— tuiles brutes	— 50
456 a	— briques réfractaires	— 30
b	— tuyaux bruts sans manchons	— 50
457	— briques, plaques, carreaux: bruts	— 25
458	— tuiles, briques: fumées, ardoisées, goudronnées, vernissées	1 50
459	— tuyaux sans manchons, carreaux, plaques de tout genre, d'une seule couleur, unis: fumés, ardoisés, goudronnés, vernissés; ornements architectoniques; ouvrages en terra-cotta pour l'architecture et les jardins	2 —
460	— carreaux, plaques de tout genre: de plus d'une couleur, peints, imprimés avec ornements en creux ou en relief	6 —
468	Poteries communes, à cassure grise ou rougeâtre, vernissées ou non; poterie commune en grès (cruches, cruchons, etc); isolateurs en porcelaine	3 —
471	Quincaillerie et mercerie communes de tout genre, non spécialement dénommées:	
a	— objets de parure ne rentrant pas par leur conditionnement dans les nos 194 ou 470; ainsi, par exemple, ceux de bois, de caoutchouc durci, d'os ordinaire, de celluloïde, de verre et de strass (vitrifications, pierres fausses) ou de métaux ordinaires, même dorés ou argentés	50 —
b	— autre quincaillerie et mercerie communes	30 —

Tarif B. — Droits à l'entrée en Italie.

Numéro du tarif italien	Dénomination des marchandises	DROITS
		L. c.
3	Bière:	*l'hectolitre*
a	en fûts ou en futailles.	3 —
		le cent
b	en bouteilles.	3 —
		les 100 kg.
ex 15	Lait condensé ou concentré, contenant jusqu'à 40 0/0 de sucre	80 —
ex 16	Farine lactée avec addition de sucre ne dépassant pas les 40 0/0	42 —
ex 18	Cacao;	
b	en blocs ou en poudre	100 —
19	Chocolat	130 —
ex 70	Couleurs dérivées du goudron: sels d'aniline	exempts
ex 86 c	Tissus de lin, lessivés ou blanchis, unis, présentant en chaîne et en trame dans un carré de 5 mm. de côté:	
	1. plus de 10 jusqu'à 26 fils	66 40
	2. plus de 26 jusqu'à 45 fils	84 —
d	Tissus de lin blanchis, ouvrés ou damassés	droit conventionnel des tissus blanchis unis.
e et f	Tissus de lin teints ou tissés en couleurs	droit conventionnel des tissus écrus, augmenté de 35 lires les 100 kg.
ex 96	Fils de coton, simples:	
ex a	écrus:	
	3. mesurant plus de 20,000 jusqu'à 30,000 m. au demi-kilogramme	27 —
	4. mesurant plus de 30,000 jusqu'à 40,000 m. au demi-kilogramme	33 —
	5. mesurant plus de 40,000 jusqu'à 50,000 m. au demi-kilogramme	42 —
	6. mesurant plus de 50,000 jusqu'à 60,000 m. au demi-kilogramme	50 —
97	Fils de coton retors	droit conventionel des fils simples, augmenté de 17 lires les 100 kg.

Numéro du tarif italien	Dénomination des marchandises	DROITS
		L. c les 100 kg.
ex 103	Tissus de coton, écrus:	
b	du poids de 7 kilogrammes ou plus, mais de moins de 13 kilogrammes par 100 mètres carrés, présentant en chaîne et trame, dans le carré de 5 millimètres de côté:	
	1. 27 fils élémentaires ou moins	67 —
	2. plus de 27 jusqu'à 38 fils	78 —
	3. plus de 38 fils	90 —
c	du poids de plus de 3 kilogrammes, mais de moins de 7 kilogrammes par 100 mètres carrés, présentant en chaîne et trame, dans le carré de 5 millimètres de côté:	
	1. 27 fils élémentaires ou moins	90 —
	2. plus de 27 jusqu'à 38 fils	112 —
	3. plus de 38 fils	126 —
104	Tissus de coton blanchis (unis, ouvrés, damassés, brochés)	droit conventionnel des tissus écrus, augmenté de 20 0|0.
105	Tissus de coton en couleurs ou teints (unis, ouvrés, damassés, brochés) . . .	droit conventionnel des tissus écrus, augmenté de 35 lires les 100 kg.
106	Tissus de coton imprimés (unis, ouvrés, damassés, brochés):	
a	spécifiés sous n° ex 103 b.	droit conventionnel des tissus blanchis, augmenté de 66 lires 50 les 100 kg.
b	autres.	droit conventionnel des tissus blanchis, augmenté de 70 lires les 100 kg.
107	Tissus de coton écrus, ouvrés ou damassés	droit conventionnel des tissus unis, augmenté de 20 lires les 100 kg.
108	Tissus de coton écrus, brochés	droit conventionnel des tissus non brochés, augmenté de 40 lires les 100 kg.
109	Tissus de coton brodés:	
a	à point de chaînette:	
	1. rideaux de tulle	520 —
	2. rideaux avec application de tulle, blanchis, en couleurs ou teints . .	470 —
	3. autres	droit conventionnel des tissus non brodés, augmenté de 150 lires les 100 kg.
	à point passé	droit conventionnel des tissus non brodés, augmenté de 260 lires les 100 kg.
111	Mousselines et tissus de coton à jour (*graticolati*) et façon voile:	
a	écrus, unis	200 —
b	blanchis (unis, ouvrés, damassés, brochés)	droit conventionnel des tissus écrus, augmenté de 20 0|0.
c	en couleurs ou teints (unis, ouvrés, damassés, brochés)	droit conventionnel des tissus écrus, augmenté de 35 lires les 100 kg.
d	imprimés (unis, ouvrés, damassés, brochés)	droit conventionnel des tissus blanchis, augmenté de 70 lires les 100 kg.
e	écrus, ouvrés	droit conventionnel des tissus unis, augmenté de 20 lires les 100 kg.
f	écrus, brochés	droit conventionnel des tissus non brochés, augmenté de 40 lires les 100 kg.
g	brodés à point de chaînette	droit conventionnel de tissus non brodés, augmenté de 175 lires les 100 kg.
h	brodés à point passé.	droit conventionnel des tissus non brodés, augmenté de 275 lires les 100 kg.
ex 120	Objets cousus, en matières textiles de la catégorie VI (coton):	
a	sacs, linge de lit et de table, essuiemains, mouchoirs, rideaux simplement bordés et articles similaires	droit conventionnel du tissu, augmenté de 10 0|0.
ex 121	Laines:	
b	artificielles, non teintes	8 —
h	artificielles, teintes	8 —
132	Tissus de laine brodés:	
a	à point de chaînette	droit conventionnel des tissus non brodés, augmenté de 200 lires les 100 kg.
b	à point passé	droit conventionnel des tissus non brodés, augmenté de 300 lires les 100 kg.

Numéro du tarif italien	Dénomination des marchandises	DROITS
		L. c.
		le kg.
145 *b*	Soie simple, moulinée ou torse, teinte.	— 50
146	Fils à coudre, de soie ou de bourre de soie, sur bobines, en pelotes ou autrement préparés pour la vente en détail	2 —
149	Tissus de soie ou de bourre de soie:	
a	noirs: 1. unis	6 —
	2. façonnés	9 —
b	en couleurs: 1. unis	7 —
	2. façonnés	10 —
c	façon voile ou clairs (*graticolati*):	
	1. unis	9 —
	2. façonnés	12 —
d	toile à bluter	7 —
151	Tissus mélangés, contenant en soie ou bourre de soie pas moins de 12 ni plus de 50 0/0:	
a	noirs: 1. unis	4 —
	2. façonnés	6 50
b	en couleurs: 1. unis	5 —
	2. façonnés	7 50
ex 154	Rubans:	
a	de soie ou de bourre de soie, non veloutés:	
	1. noirs: unis	10 —
	façonnés	13 —
	2. en couleurs: unis	11 —
	façonnés	14 —
	3. façon voile: unis:	
	noirs	10 —
	en couleurs	13 —
	façonnés:	
	noirs	11 —
	en couleurs	14 —
b	de soie mélangée, contenant en soie ou bourre de soie pas moins de 12 ni plus de 50 %, non veloutés:	
	1. noirs: unis	6 —
	façonnés	8 50
	2. en couleurs: unis	7 —
	façonnés	9 50
ex 163	Lames et panneaux pour parquets:	les 100 kg.
	composés d'une seule espèce de bois commun, non collés	exempts
	composés d'une seule espèce de bois commun, collés	2 —
	composés de deux espèces de bois commun, même collés	3 —
	autres	4 —
ex 170 *b*	Fuseaux en bois commun, même avec pointe en bois poli d'autre espèce.	8 —
ex 175	Bâtiments, barques et bateaux pour la navigation intérieure sur les lacs et rivières.	exempts
ex 178	Tresses:	
a	de paille de toute sorte, d'écorce, de sparte, de fibres de palmier, de bois, pour chapeaux	10 —
		les 100 pièces
180	Chapeaux de paille et de fibres de palmier, d'écorce, de sparte, de bois, non garnis.	25 —
182	Pâte de bois:	les 100 kg.
a	cellulose	exempts
b	autre, y compris la pâte de paille et d'autres substances similaires:	
	1. à l'état sec	1 —
	2. à l'état humide	— 50
185	Estampes, lithographies et étiquettes, y compris les chromolithographies	75 —
ex 188	Livres et musique:	
a	imprimés:	
	ex 1. musique avec texte en langue italienne et livres en texte mixte (italien et autre langue), en feuilles volantes ou brochés	exempts
	2. en langue autre que l'italienne, en feuilles volantes ou brochés	exempts
	3. reliés de tout genre	20 —
ex *b*	livres non imprimés (registres):	
	1. en feuilles volantes ou reliés en carton, même avec coins et dos de toile	22 —
	ex 2. reliés en carton recouvert de toile, même avec coins et dos de cuir	36 —
ex 197	Ouvrages en peaux tannées sans poils:	
a	courroies finies et cousues pour transmission de mouvement.	85 —
ex 204 *b*	Fiches en fer, simplement forgées	10 —
ex 206 ex *a* et *b*	Clous forgés de fer ou d'acier	10 —
ex 221	Aluminium:	
ex *a*	pur ou allié au cuivre ou au fer:	
	brut, en blocs, masses, plaques fondues	5 —

Numéro du tarif italien	Dénomination des marchandises	DROITS
		L. c.
ex 221	Aluminium (Suite):	*les 100 kg.*
ex b	1. en barres, tôles, fils, tuyaux et parties de machines	30 —
	2. en autres ouvrages	90 —
ex 226	Machines:	
ex a	1. à vapeur, fixes, sans chaudière.	12 —
	2. à vapeur, demi-fixes (y compris la chaudière); moteurs à air chaud, à air comprimé, à gaz, à pétrole, moteurs rotatifs: pesant plus de 300 kg. . .	12 —
ex b	chaudières:	
	1. multitubulaires en fer ou fonte.	14 —
	2. non multitubulaires, y compris les chaudières système Galloway . . .	12 —
c	hydrauliques et moteurs à eau ou à vent (turbines, roues hydrauliques, pulsomètres, pompes et élévateurs, presses, accumulateurs, ascenseurs, monte-charges hydrauliques, transmissions)	10 —
e	locomobiles	9 —
g	agricoles de toute sorte.	9 —
h	pour la filature	8 —
i	1. machines et métiers à tisser	7 —
	2. métiers à bonneterie.	10 —
ex j	machines outils pour le travail du bois et des métaux (scies, rabots, tours, machines à fileter, trépans, etc.), pesant plus de 300 kg.	9 —
k	dynamo-électriques:	
	1. jusqu'à 1000 kg. de poids	25 —
	2. excédant 1000 kg. de poids	16 —
ex l	à tricoter	20 —
ex m	1 machines de congélation; machines à fabriquer des eaux gazeuses; machines à couper le papier; machines de briqueterie; machines pneumatiques à usages industriels; machines à polir; ventilateurs avec mécanisme; cardes non garnies; machines à sécher les fils; machines à laver et dégraisser les fils; machines à percer le papier; machines pour blanchiment, teinture et apprêt; machines pour la fabrication des pâtes alimentaires	10 —
	2. machines et appareils pour la fabrication du papier et des pâtes à papier .	8 —
	3. pour la minoterie	7 —
ex n	pièces détachées:	
	1. de machines dynamo électriques (induits, bobines pleines ou vides, entourées de cuivre isolé, pièces travaillées en cuivre)	25 —
	2. d'autres machines:	
	en fonte (à l'exception des machines à coudre et des machines que le répertoire en vigueur renvoie à la position des machines à coudre) . . .	10 —
	en fer ou acier	11 —
227	Appareils en cuivre ou autres métaux pour chauffage, raffinage, distillation, etc. .	18 —
229	Garnitures de cardes	68 —
ex 231 a	Or simplement laminé en bandes d'au moins 1 mm. d'épaisseur ou étiré en fils d'au moins 2 mm. de diamètre	*le kg.* 2 50
ex 232 b	Argent simplement laminé en bandes d'au moins 1 mm. d'épaisseur ou étiré en fils d'au moins 2 mm. de diamètre	2 50
235	Bijoux:	*l'hectogramme*
a	d'or:	
	1. chaines	2 —
	2. autres	6 —
		le kg.
b	d'argent, même dorés	10 —
ex 236	Montres:	*la pièce*
a	de poche, à boite d'or	1 —
b	de poche, à boite de tout autre métal	— 50
237	Orgues à cylindre ou boites à musique	1 —
		les 100 kg.
239	Fournitures d'horlogerie	50 —
ex 302	Extrait de viande sans sucre, solide ou liquide, épicé ou non, avec ou sans herbes potagères, et soupes condensées de toute espèce:	
	1. en vases de terre, de majolique, de porcelaine ou de verre . . .	38 —
	2. en d'autres récipients	28 —
308	Lait et lait stérilisé non condensés, liquides, sans additions, même importés en bouteilles ou boites	exempts
309	Extraits de lait, sans addition de sucre	10 —
311	Fromages	11 —
ex 334	Caoutchouc et gutta-percha:	
g	ouvrés en passementerie, en rubans et en tissus élastiques	130 —
ex 335	Fils et cordons électriques:	
a	composés d'un ou de plusieurs conducteurs métalliques, recouverts de matières textiles et vernis, et même avec gutta-percha ou caoutchouc	60 —
ex 337	Chapeaux non garnis, de tresses, même ouvrées, faites de paille mélangée au crin, chanvre ou coton	*les 100 pièces* 75 —

Tarif C. — Droits à la sortie de Suisse.

Numéro du tarif suisse.	Dénomination des marchandises	DROITS
		Fr. c.
		La pièce
1	Chevaux et mulets	1 50
2	Poulains et ânes	— 50
3	Gros bétail pesant plus de 60 kg.	— 50
4	Veaux ne pesant pas plus de 60 kg.	— 05
5	Porcs pesant 40 kg. ou plus	— 50
6	Porcs ne pesant pas 40 kg.	— 05
7	Moutons et chèvres	— 05
8	Ruches d'abeilles, habitées	— 10
		les 100 kg.
11	Ferraille	— 20
12	Cuirs et peaux, bruts	1 —
13	Viande fraîche	1 —
14	Os	— 10
	Tous autres articles exempts.	

Tarif D. — Droits à la sortie d'Italie.

Numéro du tarif italien.	Dénomination des marchandises	DROITS
		L. c.
		les 100 kg.
30 *b*	Acide borique	2 20
		la tonne
42	Sel marin et sel gemme	— 22
		les 100 kg.
44	Tartre et lie de vin	2 20
67	Bois, racines, écorces, feuilles, lichens, fleurs, herbes et fruits pour la teinture et le tannage:	
a	non moulus	— 27
b	moulus	— 55
145	Soie:	
a	grège et moulinée	38 50
147	Déchets de soie:	
a	frisons, bourre de soie grège et bourre des doupplons (*strusa, strazza di seta e di doppio*), non ouvrés	14 —
b	autres non ouvrés	8 80
c	peignés	20 —
181	Drilles de toute sorte	8 80
198	Minerais métalliques:	*la tonne*
a	de fer	— 22
b	de plomb, même argentifère	2 20
c	de cuivre	5 50
		les 100 kg.
248	Soufre brut ou raffiné et fleur de soufre	1 10
287 *a* et *b*	Graines oléagineuses et autres	1 10
344 *b*	Objets d'art et de collection, les tableaux et les statues d'auteurs vivants ou contemporains exclus	voir la note au procès-verbal de clôture, IV, en ce qui concerne le tarif *D*.
	Tous autres articles exempts.	

Procès-verbal de clôture

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce, conclu à la date de ce jour, entre l'Italie et la Suisse, les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes sont convenus des déclarations suivantes :

I.

En ce qui concerne le texte du traité.

Ad Art. 6.

Pour le cas où l'Italie introduirait le contrôle obligatoire des articles d'orfèvrerie et de bijouterie, les formalités à remplir par les importateurs suisses de ces articles seront simplifiées autant que possible et arrêtées après pourparlers préalables entre les deux administrations.

Ad Art. 7.

Il est convenu que l'exportation des feuilles de mûrier ne peut être, de part et d'autre, l'objet d'aucune prohibition.

Ad Art. 8.

Par effet des stipulations contenues dans cet article, il est convenu que toutes les dispositions stipulées dans le protocole final du traité de commerce entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie en date du 10 décembre 1891, et toutes les dispositions stipulées dans le protocole final du traité de commerce entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie du 6 décembre 1891 en vue de faciliter d'un côté des frontières à l'autre le mouvement du bétail mené au pâturage, à l'hivernage ou aux marchés, et du bétail de labour, sont applicables de plein droit au bétail italien introduit en Suisse, et au bétail suisse introduit en Italie.

Ad Art 9.

I. Les formalités de douane, d'octroi ou de police seront remplies en cours de route par le chemin de fer. Celui-ci sera libre, sous sa propre responsabilité, de confier ce soin à un commissionnaire ou de s'en charger lui-même. Dans l'un ou l'autre cas, le chemin de fer aura les obligations d'un commissionnaire.

L'ayant droit à la marchandise pourra, soit par lui-même, soit par un mandataire désigné dans la lettre de voiture, assister aux opérations de douane pour donner tous les renseignements nécessaires concernant la tarification de la marchandise et présenter ses observations. Cette faculté donnée à l'ayant droit n'importe ni le droit de prendre possession de la marchandise, ni le droit de procéder aux opérations de douane. Le destinataire aura le droit de remplir, à l'arrivée de la marchandise dans la gare destinataire, les formalités de douane et d'octroi, à moins de stipulations contraires dans la lettre de voiture.

II. Comme complément aux dispositions de l'article 12 de la convention de Berne du 15 décembre 1882, il est entendu que le bureau italien de douane de Chiasso-gare est autorisé aussi à procéder au dédouanement des filés de coton.

III. Les droits de dédouanement aux bureaux de Chiasso-gare et Luino ne pourront dépasser les taux fixés par les tarifs en vigueur depuis 1874 concernant les taxes dévolues à l'administration douanière, et du 15 janvier 1890 quant aux taxes à percevoir pour le compte du chemin de fer. Il est entendu que ces tarifs ne seront pas augmentés pendant la durée du traité et que sous aucun titre on ne percevra des droits qui n'y sont pas expressément indiqués.

Le Gouvernement italien s'engage à examiner et à trancher dans le sens le plus libéral pour le commerce les réclamations qui pourraient lui être adressées au sujet de l'application desdits tarifs. Il s'engage en outre à une réduction ultérieure des taxes dévolues au chemin de fer.

II.

En ce qui concerne le tarif A (Droits à l'entrée en Suisse).

1.

Ad 56. — I. Il est convenu que les conteries de Venise seront admises, à titre de trafic-frontière, au taux de faveur de 4 fr. les 100 kg. pour une quantité limitée à 60 q. par an, à la condition que l'importation en soit effectuée par le bureau de douanes suisses de Chiasso, et que l'origine desdites marchandises soit attestée par des certificats d'origine émanant de l'autorité compétente du lieu de production.

II. Les conteries de Venise rentrent dans le n° 56, à 4 fr., même si elles sont enfilées pour faciliter leur emballage et leur transport.

2.

Ad 199. — Rentrent aussi dans cette position les marbres et les granits dégrossis ou grossièrement taillés.

Ne sont traitées comme pierres grossièrement taillées que les pierres travaillées au picot (marteline à pointe) ou à la boucharde (rustine), mais qui ne présentent ni lignes en relief ou en creux, ni arêtes ou surfaces égrisées.

3.

Ad 231. — Quelle que soit l'issue des négociations éventuelles de la Suisse avec d'autres Puissances, les poissons séchés, salés, marinés, fumés ou préparés d'une autre manière, en vases pesant jusqu'à 5 kg. inclusivement, ainsi qu'en boites ou verres fermés, ne paieront pas en entrant d'Italie en Suisse, un droit de plus de 40 fr. les 100 kg.

4.

Ad 251. — Quelle que soit l'issue des négociations éventuelles de la Suisse avec d'autres Puissances, les légumes conservés au vinaigre ou autrement, en vases de plus de 5 kg. de poids, ne paieront pas, en entrant d'Italie en Suisse, un droit de plus de 25 fr. les 100 kg.

5.

Ad 290. — I. Est accordée une déduction de 6 0/0 pour le vin nouveau, c'est-à-dire que les 100 kg. de vin nouveau ne seront comptés que pour 94 kg. lorsque l'importation en aura lieu avant le 1er décembre de l'année de la vendange, dans des fûts, tonneaux ou wagons-réservoirs, à bonde ouverte ou à bonde à air.

II. Les vins naturels, même s'ils ont subi une légère addition d'alcool, et dont la force alcoolique totale ne dépasse pas les 15 degrés-volume, n'acquitteront que le droit de douane de fr. 3.50, suivant le n° 290 (en fûts), ou le droit du vin en bouteilles perçu sur les provenances de la nation la plus favorisée. Les vins naturels titrant plus de 15 degrés alcoolométriques paieront, en sus du droit de douane de fr. 3.50, ou du droit du vin en bouteilles, pour chaque degré excédant la limite alcoolique susmentionnée, la taxe de monopole grevant l'alcool.

III. Dans le cas où la Suisse accorderait à une tierce Puissance des faveurs ultérieures quant à la limite alcoolique d'une spécialité quelconque de vin, ces faveurs seront immédiatement étendues, dans la même mesure, aux spécialités italiennes de vins dites *Marsala, Malvasia, Moscato* et *Vernaccia*.

IV. Les Parties contractantes fixeront d'un commun accord la définition et les caractères des vins naturels. En attendant, les bureaux des douanes suisses, en cas de contestation, tiendront compte le plus possible des certificats d'analyse émanant des instituts du Gouvernement royal d'Italie, dont la liste est arrêtée entre les deux administrations.

Toutefois, cette disposition ne porte aucune atteinte au droit de la Suisse de vérifier de son côté l'analyse des vins importés.

6.

Ad ex 295. — Le droit de 8 fr. est stipulé en considération expresse du régime italien relatif au vermouth. Il demeure entendu que si ce régime venait à être modifié, et qu'il en résultât une situation plus favorable pour l'exportateur italien de vermouth, le droit pourra être proportionnellement relevé. La révision du droit se ferait, dans ce cas, après pourparlers préalables entre les deux Gouvernements.

Le vermouth titrant jusqu'à 18°,5 d'alcool sera considéré comme n'ayant que 18 degrés; au delà de cette limite, il sera soumis au paiement de la finance de monopole en sus du droit de douane.

7.

Ad ex 357. — Ne sont pas compris dans la position ex 357, la soie et la filoselle à coudre, à broder, pour passementerie, ni les cordonnets de soie ou de filoselle, lorsque ces articles sont sur bobines, en pelotes ou échevettes, accommodés pour la vente au détail.

Ad 358. — Dans le cas où le droit actuel de 16 fr. établi au tarif général suisse pour cette position (tissus, écrus, blancs, teints, imprimés, apprêtés: de soie ou de filoselle pures) viendrait à être augmenté, l'Italie reprendrait envers la Suisse son autonomie pour la position 149 *a. b* et *c* de son tarif général.

III.

En ce qui concerne le tarif B (Droits à l'entrée en Italie).

1.

Ad 4 b, c et *d.* — L'eau-de-cerises, jusqu'à concurrence de 100 hectolitres par an, et l'absinthe jusqu'à concurrence de la même quantité, sont admises aux droits réduits de 25 lires l'hectolitre, à la condition que l'origine de ces produits soit justifiée par des certificats délivrés par les autorités compétentes.

Importées en bouteilles, ces liqueurs seront admises au droit de 25 lires le cent, si les bouteilles ont une capacité de plus d'un demi-litre, mais ne dépassant pas le litre, et au droit de 18 lires le cent, si les bouteilles ont une capacité d'un demi-litre ou moins.

La surtaxe sera perçue à raison de 70 degrés, sans égard à la force alcoolique effective de la liqueur.

2.

Ad ex 15. — Dans la classification du lait condensé, il n'est pas tenu compte du sucre contenu naturellement dans le lait.

3.

Ad ex 16. — Faculté est réservée à l'importateur de payer, au lieu du droit fixe de 42 lires, le droit en vigueur sur la farine de blé, augmenté du droit afférant à la quantité de sucre contenu dans le produit.

4.

Ad 86. — Les droits sur les tissus de lin, écrus, ne seront dans aucun cas plus élevés que ceux sur les tissus blanchis de la même catégorie.

5.

Ad 86, 1, 1 et *2; 109 a* et *b; 132 a* et *b; 152 a* et *b.* — Aucune distinction ne sera faite à cause de la qualité ou de la couleur du fil à broder. Quant à la matière dont est composé le fil employé à la broderie, les tissus brodés suivent le régime établi à cet égard par le répertoire du tarif général italien en vigueur au moment de la signature du traité.

6.

Ad catégories VI (coton) et *VIII (soie).* — Les nuances de couleur résultant de la couleur naturelle des matières premières employées, comme par exemple la nuance brunâtre ou rougeâtre des fils fabriqués de coton égyptien (maco), et la nuance semblable des tissus fabriqués de ces fils, ne seront pas considérées comme teinture.

7.

Ad 97. — I. Les fils de coton retors, composés des deux fils élémentaires en première torsion, sont assujettis au droits inscrit à la position 97, même alors qu'ils seraient blanchis ou teints et de n'importe quelle épaisseur.

II. Les fils de coton retors, composées des plus de deux fils élémentaires en première torsion, sont assujettis au droit unique de 100 lires les 100 kg., si leur épaisseur totale ne dépasse pas un millimètre.

8.

Ad 103. — Pour la classification, en vue du paiement des droits d'entrée, des tissus de coton servant à la fabrication des parapluies et ombrelles, et ayant à proximité des deux lisières une bordure composée de plusieurs fils de chaîne, il n'est pas tenu compte de cette bordure lorsqu'il s'agit de constater le nombre des fils.

9.

Ad 103. — Les tissus de pansement en coton, chimiquement purs, imprégnés de matières antiseptiques, tels que iodoforme, sublimé corrosif (protochlorure de mercure) et acide phénique, suivent le régime conventionnel des tissus respectifs, sans adjonction d'une surtaxe pour la préparation spéciale qui en fait des articles de pansement. Est réservée la disposition du dernier alinéa de l'article 5 du traité.

10.

Ad 103 — 107. — Les tissus façonnés qui ne sont pas fabriqués au métier Jacquard, notamment les satins-pékins, brillantés, piqués, basins et similaires, de l'espèce des échantillons annexés au présent traité, seront taxés à raison des tissus unis.

11.

Ad 103 à 111. — Si, dans une même pièce de tissu, il y a des parties plus serrées résultant d'inégalités de fabrication, le compte des fils ne sera pas basé sur les parties plus serrées.

D'une manière générale, les fractions de fils seront négligées en comptant les fils pour établir la taxation des tissus.

12.

Ad ex 103 b et *c, ex 106 a, 109 a* et *b.* — Il est convenu que les droits inscrits sous ces numéros au tarif B du présent traité n'entreront en vigueur qu'à partir du 1^er^ janvier 1893. Jusqu'à cette date, le traitement douanier de ces positions sera réglé par le tarif A du traité de commerce du 23 janvier 1889.

13.

Ad 104. — Sont considérés comme tissus blanchis, même les tissus ayant reçu une nuance bleuâtre par un procédé d'apprêtage.

14.

Ad 107. — I. Les petits châles de coton ou articles semblables de coton, ayant une légère impression à sec sur leur bord, ne payeront pas de surtaxe à raison de cette impression à sec.

II. Les tissus de coton pour tapisseries, imprimés en couleur et à sec, de l'espèce de l'échantillon annexé au présent traité, sont admis au droit réduit de 130 lires les 100 kg.

15.

Ad 109. — Les tissus brodés présentant dans quelques parties de leur surface une broderie à jour, ne seront pas soumis, de ce chef, à une taxation plus élevée que celle fixée pour les tissus brodés de l'espèce respective.

16.

Ad 109 a. — I. Pour la classification douanière des rideaux compris sous le n° 109 *a*, on ne considère pas comme couture (confection) l'application, à point de chaînette, de tulle ou de mousseline au fond du rideau.

II. Sont exclus du régime conventionnel, les rideaux dont le fond est en tulle façonné ou avec application de tulle façonné, assujetti, d'après le répertoire du tarif général italien en vigueur au moment de la signature du traité, au droit des dentelles.

17.

Ad 111. — I. Les mousselines et les tissus de coton façon voile (*graticolati a foggia di velo*) non ouvrés au métier Jacquard, ni brochés, pesant plus de 3 kg. les 100 mètres carrés, rentrent sous les positions 103 à 106, suivant l'espèce.

II. Les mousselines ouvrées, écrues et blanchies, et les mousselines brochées (au plumetis), écrues et blanchies, pesant plus de 3 kg. les 100 mètres carrés, de l'espèce des échantillons annexés au présent traité, paieront le droit de 200 lires les 100 kg.

III. Les mousselines unies du poids sus indiqué, alors qu'elles sont brodées à point de chaînette ou à point passé, sont admises aux droits conventionnels afférant aux tissus compris dans les positions 103 à 106, avec l'augmentation conventionnelle afférant aux tissus brodés.

18.

Ad 119 b. — Les châles en tissus de coton pur, même gaufrés aux bords, avec franges de laine composées de fils traversant les bords du tissu, sont admis aux droits convenus pour les tissus de coton, suivant l'espèce, plus 10 % pour les franges. La surtaxe pour la couture de ces châles est réduite à 20 %.

19.

Ad 120 a. — I. Le feston brodé, encadrant les rideaux, ne sera pas considéré comme impliquant une surtaxe de couture (confection).

II. La surtaxe pour la simple confection de rideaux repris au numéro 109 *a* est réduite à 10 0|0.

III. Les rideaux de mousseline ouvrée ou damassée pesant plus de 3 kg. les 100 mètres carrés, simplement bordés d'un feston brodé à point de chainette, seront assujettis à la simple surtaxe de couture (confection) de 10 0|0.

20.

Ad ex 120 c et *ex 142*. — Les articles de bonneterie, en coton ou en laine, cousus, simplement bordés avec tissu ou ruban de soie pure ou mélangée, ou bien avec une couture grossière à points croisés, même garnis, pour renfort ou attache, de petits rubans de soie pure ou mélangée, seront soumis au droit afférant à la « Bonneterie en coton ou en laine, façonnée », avec la seule surtaxe pour la couture, sans tenir compte du tissu, ni des rubans ou de ladite couture à points croisés. Il ne sera pas non plus tenu compte, dans la classification desdits objets, des boutons qui y seraient cousus.

21.

Ad 121 b. — Les chiffons préparés pour la fabrication de la laine artificielle, de toute espèce, même en couleur, sont admis en exemption de droit d'entrée.

22.

Ad 129 a. — Les feutres tissés, pour la fabrication de la pâte de bois et de paille, de la cellulose et du papier, sans distinction du poids, sont admis au droit réduit de 125 lires les 100 kg.

23.

Ad 130. — I. Les châles en tissus de laine peignée, avec franges tissées, non cousus, gaufrés sur les bords, sont admis aux droits des tissus sans franges et non gaufrés.

II. Les châles en tissu de laine imprimée, même avec franges tissées, non cousus, sont admis au droit du tissu non imprimé, augmenté de 30 lires les 100 kg.

24.

Ad 142. — La surtaxe de couture des châles de laine tissés ou tricotés, imprimés ou non, même garnis de franges, est réduite de 50 à 20 0|0.

25.

Ad 149, 151, 153 et 154. — I. Sont considérés façonnés, les tissus qui montrent et présentent un dessin formé par toute espèce de combinaison d'un nombre illimité de fils de chaine et de trame, et qui sont fabriqués au métier Jacquard, ainsi que tous les tissus et rubans imprimés à sec.

II. Les tissus dans lesquels entrent simultanément des fils noirs et des fils en couleurs, seront assimilés, pour le paiement des droits d'entrée, au tissus de couleur.

26.

Ad ex 175. — Les bâtiments, barques et bateaux pour la navigation intérieure sur les lacs et rivières, peuvent être importés à l'état démonté, soit en une fois, soit successivement, aux conditions stipulées dans la note n° 32, *ad 226*.

27.

Ad 178 a. — Les pailles tissées en galons, tresses ouvrées et similaires, pour la fabrication ou la garniture de chapeaux, même mélangées avec du crin, du coton ou du chanvre en proportion inférieure à 50 0|0, seront admises au droit de 10 lires les 100 kg., fixé au n° 178 *a* du tarif.

28.

Ad 182 b. — Est considérée à l'état humide, la pâte à papier contenant au moins 50 0|0 d'eau.

29.

Ad ex 188. — I. Les livres imprimés, ornés de simples lignes ou vignettes pour séparer les chapitres ou les titres, ne sont pas soumis de ce chef à une taxation plus élevée.

II. La musique lithographiée est considérée comme musique imprimée.

30.

Ad 201 b 2 et c 2. — Les objets en fonte ouvrée, mentionnés à la position 201 *b* 2 et *c* 2, peuvent être passés à la couleur d'apprêt ou goudronnés, sans subir de ce chef une augmentation du droit.

31.

Ad ex 206 ex a et *b*. Le droit de 10 lires, fixé pour les clous forgés de fer ou d'acier, est applicable même s'ils sont polis à la machine au bleuis au four.

32.

Ad 226. — I. Les machines peuvent être introduites, aux taux fixés sous le n° 226 *a-m*. à l'état démonté, et successivement, moyennant la production préalable, et une fois pour toute, de plans ou dessins d'ensemble, ainsi que d'une liste des pièces importantes et de l'indication approximative du poids total des petites pièces accessoires, même si les diverses parties ou pièces accessoires sont transportées dans plusieurs wagons.

Il est entendu que si, après l'expédition de quelques parties détachées de la machine, les autres parties n'étaient pas introduites, on devra, pour les parties déjà importées, payer les droits établis pour les parties détachées de machines, au n° 226 *n*.

L'importateur doit, avec la présentation des plans ou dessins d'ensemble, indiquer le terme, ne dépassant pas une année, dans lequel l'envoi de la machine sera complété.

II. Les machines incomplètes, c'est-à-dire manquant de quelques parties nécessaires à la mise en fonction ou de quelques parties accessoires, seront soumises aux droits afférant aux machines respectives.

III. Pour le paiement des droits d'entrée, aucune distinction ne sera faite quant aux matières dont les machines sont composées.

IV. Les machines et les pièces détachées de machines peuvent être polies, peintes, vernissées ou ouvragées autrement, sans que, par le fait du travail spécial subi, la classification douanière en soit changée.

33.

Ad 226 ex c. — Sont considérés comme parties intégrantes des turbines et traités sur le même pied, la chambre (enveloppe ou manteau) de la turbine, avec le tuyau de raccord entre la chambre et la conduite d'admission de l'eau, celui-ci avec ou sans valve à papillon; la charpente en fer de la turbine; le mécanisme d'entrée et les râteaux, conformément au croquis annexé au présent traité. Cette concession est faite sous la condition que lesdites parties de la turbine soient importées simultanément avec la turbine elle-même, ou en observant les dispositions fixées dans la note n° 32, *ad 226*, pour les machines importées successivement.

34.

Ad 226 k. — I. Les droits convenus pour les machines dynamo-électriques s'appliquent à tous les appareils que le répertoire du tarif général italien en vigueur au moment de la signature du traité, assimile aux machines dynamo-électriques, y compris les transformateurs ou générateurs secondaires d'électricité.

II. En cas d'augmentation du droit sur le fil de cuivre, le droit convenu pour les machines dynamo-électriques sera majoré du quart de cette augmentation.

35.

Ad 226 ex m 2. — Sont considérés comme appareils pour la fabrication du papier ou des pâtes à papier: les blutoirs, loups ou batteurs de chiffons, les machines coupe-chiffons, lessiveurs (non compris les chaudières pour la cuisson de la pâte chimique), les piles, enrouleuses, coupeuses, satineuses, machines à humecter le papier, calandres, machines à coller, ainsi que les défibreurs, raffineurs, classeurs et presses-pâte.

36.

Ab 226 ex n. — I. Le droit convenu pour les parties détachées de machines dynamo-électriques s'applique aussi aux parties détachées des appareils que le répertoire du tarif général italien en vigueur au moment de la signature du traité, assimile aux machines dynamo-électriques.

II. Les plaques de plomb pour accumulateurs électriques, c'est-à-dire les plaques de plomb préparées et réunies en forme d'électrodes,

seront taxées au droit de 5 lires, comme « plomb en articles autres » (214 d).

III. Les accumulateurs électriques sont admis au droit de 8 lires les 100 kg.

IV. Est également applicable aux articles dénommés sous les chiffre I et III ci dessus, la note n. 37, ad 227.

V. Le droit de 11 lires pour les parties détachées d'autres machines en fer ou acier, s'applique exclusivament aux pièces en fer ou acier d'une machine dénommée au présent traité ou bénéficiant du traitement de la clause de la nation la plus favorisée; dans les cas douteux, la preuve de cette condition incombe à l'importateur.

37.

Ad 227. — En cas d'augmentation du droit sur les matieres ou objets en cuivre ou ses alliages, employés dans la fabrication des appareils indiqués sous nº 227, le droit convenu pour ces appareils pourra subir une majoration correspondante.

38.

Ad 275 b. — Le colladin pour la fabrication du papier est admis au droit de 6 lires les 160 kg.

39.

Ad 308. — Le régime de l'admission temporaire en franchise de droits d'entrée, sera appliqué aux bouteilles contenant le lait, pourvu qu'elles soient réexportées dans le délai de six mois.

IV.

En ce qui concerne le tarif D.

Le Gouvernement italien se réserve la faculté de fixer le droit de sortie des objets de collection, ainsi que d'établir éventuellement un droit de sortie sur les cocons.

Si ce dernier cas se présentait, il est convenu qu'une quantité de 4000 quintaux métriques de cocons pourra être importée en Suisse exempte de droit de sortie, pour les besoins de la filature suisse.

Fait à Zurich, en double expédition, le 19 avril mille huit cent quatre-vingt-douze (1892).

G. Malvano — Droz
N. Miraglia — Hammer
B. Stringher — C. Cramer-Frey.
A. Monzilli.

Il Numero **204** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Sono approvate le maggiori assegnazioni di lire 95,000 sui capitoli nn. 15 e 19, e le diminuzioni di stanziamento per somma eguale sui capitoli nn. 11, 12, 16, 17, 25 e 30 dello stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario 1891-92, come risulta dall'annessa tabella.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 17 giugno 1892.

UMBERTO.

Brin.
Giolitti.

Visto, *Il Guardasigilli:* Bonacci.

Tabella *delle maggiori assegnazioni per alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario 1891-92, e delle corrispondenti diminuzioni di stanziamento su altri capitoli.*

Numero	Capitoli — Denominazione	Somma
	Maggiori assegnazioni.	
15	Indennità di primo stabilimento ad agenti diplomatici o consolari, viaggi di destinazione e di traslocazione	75,000
19	Manutenzione di proprietà demaniali a Costantinopoli, Tangeri, Tokio, Bucarest, Madrid e Londra.	20,000
		95,000
	Diminuzioni di stanziamento	
11	Stipendi ed assegni al personale delle Legazioni	42,000
12	Stipendi ed assegni al personale dei Consolati	6,000
16	Viaggi in corriere	4,000
17	Missioni politiche e commerciali	33,000
25	Indennità agli uffici consolari di seconda categoria per concorso nelle spese di cancelleria	5,100
30	Assegni provvisori e di aspettativa	4,900
		95,000

Visto: *il Presidente del Consiglio Ministro dell'Interno,* interim *del Tesoro*
GIOLITTI.

Il numero **205** *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Sono approvati gli aumenti di lire 35,000 al capitolo n. 20 « *Spese per dragomanni, guardie ed altri impiegati all'estero* » e di lire 37,000 al capitolo n. 23 « *Spese di ospedale ed altre eventuali all'estero* », e la diminuzione di lire 72,000 al capitolo n. 17 « *Missioni politiche e commerciali* » dello stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario 1891-92.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 17 giugno 1892.

UMBERTO.

Brin.
Giolitti.

Visto, *Il Guardasigilli:* Bonacci.

Il Numero **266** *della Raccolta ufficinie delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà dalla **Naziono**

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È autorizzata l'imputazione della spesa di lire 28,650, occorsa per la costruzione di un ascensore idraulico al palazzo della Consulta, ai residui 1890-91 e retto del capitolo n. 32 *Riparazioni straordinarie al palazzo della Consulta*, dello stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio finanziario 1891-92.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 17 giugno 1892.

UMBERTO.

BRIN.
GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI.

Il Numero **200** *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la necessità di dare un indirizzo razionale all'allevamento del bestiame bovino nella provincia di Trapani;

Ritenuto che l'allevamento stallino contribuisce a migliorare gli animali bovini preservandoli eziandio dai danni che possono derivare dalle inclemenze atmosferiche;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari di Agricoltura, Industria e Commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È aperto nella provincia di Trapani un concorso a premi per la costruzione di stalle razionali per gli animali bovini.

Art. 2.

Sono stabiliti, per tale concorso, due premi di lire 2000 ciascuno e quattro premi di lire 1000 ciascuno.

Art. 3.

Con decreto del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari di Agricoltura, Industria e Commercio, saranno fissate le norme secondo le quali dovrà essere disciplinato l'anzidetto concorso.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 maggio 1892.

UMBERTO.

LACAVA.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI.

Il Numero **CCCXLVI** *(Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della **Nazione**

RE D'ITALIA

Veduto il rapporto del Prefetto di Brescia, con cui è stato proposto il concentramento della Amministrazione della Congregazione di carità della frazione di Monterotondo nella Congregazione di carità del comune di Passirano;

Veduta la deliberazione della Giunta provinciale amministrativa, assenziente alla detta proposta;

Vedute le deliberazioni 24 settembre 1891 della Congregazione di carità di Passirano e 18 ottobre detto anno di quel Consiglio, ambo contrarie alla ridetta proposta;

Veduto il ricorso presentato dai componenti della Congregazione di carità della frazione di Monterotondo;

Veduta la legge 17 luglio 1890 n. 6972 ed il relativo regolamento;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Amministrazione della Congregazione di carità della frazione di Monterotondo è concentrata nella Congregazione di carità del comune di Passirano, sotto l'osservanza delle disposizioni portate dall'articolo 61 della precitata legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 maggio 1892.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI.

Il Numero **CCCXLVII** *(Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vedute le deliberazioni della Congregazione di carità e del Consiglio comunale di Monticiano (Siena), proponenti il concentramento nella Congregazione stessa del pio legato

Goretti, ora amministrato dai successori della persona primitivamente obbligata alla prestazione del medesimo, ed avente scopo dotale;

Veduto il parere favorevole della Giunta provinciale amministrativa di Siena;

Veduta la legge 17 luglio 1890 n. 6972:

Udito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il pio legato Goretti è concentrato nella Congregazione di carità di Monticiano.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 maggio 1892.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI.

Il Numero **CCCXLVIII** *(parte supplementare), della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Viste le deliberazioni colle quali dalla Congregazione di carità e dal Consiglio comunale di Copertino (Lecce), si promosse il concentramento dei due legati, elemosiniero l'uno e dotale l'altro, disposti dalla signora Maria Teresa Verdesca, amministrati attualmente dal fondo per il culto;

Vista la decisione della Giunta provinciale amministrativa;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Vista la legge 17 luglio 1890 n. 6972;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

I legati disposti della signora Maria Teresa Verdesca, ora amministrati dal fondo per il culto, sono concentrati nella Congregazione di carità di Copertino.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 maggio 1892.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI

Il Numero **CCCXLIX** *(Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vedute le deliberazioni del Consiglio comunale e della Congregazione di carità di Serracapriolo (Provincia di Foggia), proponente il concentramento nella Congregazione stessa dell'Amministrazione della locale Cassa di prestanze agrarie;

Veduta l'analoga deliberazione della Giunta provinciale amministrativa;

Veduta la legge 17 luglio 1890 n. 6972, ed il relativo regolamento;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Amministrazione della Cassa di prestanze agrarie di Serracapriolo è concentrata nella locale Congregazione di carità.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 maggio 1892.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI.

Il Numero **CCCL** *(Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Viste le deliberazioni 20 dicembre 1891 della Congregazione di carità e 28 febbraio 1892 del Consiglio comunale di Casalino (Novara), colle quali viene proposto il concentramento nella Congregazione stessa, del legato di lire 40 imperiali, disposte dal parroco G. B. Benzio, con testamento 8 giugno 1770, il quale legato è attualmente amministrato dall'Ospedale Maggiore di Novara;

Vista la deliberazione 30 marzo 1892 della Giunta provinciale amministrativa di Novara;

Vista la legge sulle istituzioni pubbliche di beneficenza;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Opera pia dotalizia Benzio, a favore di nubende povere di Orfengo, è concentrata nella Congregazione di carità di Casalino;

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 maggio 1892.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli*: BONACCI.

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto il rapporto in data 18 aprile decorso, col quale il Prefetto di Reggio Emilia propone lo scioglimento dell'Amministrazione dell'Ospedale di Santa Maria Nuova, di quella città, per gravi disordini amministrativi ed economici che in seguito ad una inchiesta, eseguita presso il pio luogo, si sono rilevati nell'andamento di esso;

Vista la deliberazione 15 aprile decorso, con la quale la Giunta provinciale amministrativa di Reggio Emilia ha espresso avviso per lo scioglimento dell'Amministrazione predetta, la quale non si è uniformata agli eccitamenti direttile per riparare ai disordini riscontrati presso la pia azienda;

Vista la legge 17 luglio 1890 n. 6972;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Amministrazione dell'Ospedale di Santa Maria Nuova in Reggio Emilia è disciolta, e la temporanea gestione del pio Istituto è affidata alla locale Congregazione di carità, a termini di legge.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 12 giugno 1892.

UMBERTO.

GIOLITTI.

IL MINISTRO

di Agricoltura, Industria e Commercio

Visto il regio decreto del dì 19 maggio 1892, col quale è aperto, nella provincia di Trapani, un concorso a premi per la costruzione di stalle razionali per gli animali bovini;

Visto l'art. 3 del suddetto regio decreto, col quale è stabilito che, con decreto ministeriale, saranno fissate le norme secondo la quali dovrà essere disciplinato il concorso in parola;

Sulla proposta del direttore generale dell'agricoltura;

Decreta:

Art. 1.

I due premi di lire 2000 ciascuno saranno conferiti a quei proprietari od allevatori di bovini, che, dall'epoca della pubblicazione del presente fino a tutto giugno 1894, abbiano costruito, in modo economico e razionale, stalle per il ricovero di detto bestiame.

Art. 2.

I premi di lire 2000 caduno sono destinati esclusivamente a quelle stalle che possano accogliere normalmente non meno di 30 capi bovini adulti; ed i premi di lire 1000 a quelle capaci di ricoverarne normalmente non meno di 20.

Art. 3.

Le stalle da premiarsi dovranno soddisfare ai precetti dell'igiene.

A parità di altre condizioni, saranno preferite quelle provvedute di canaletti di scolo per le urine e di concimaie appartate, per la raccolta degli escrementi solidi e liquidi.

Art. 4.

I proprietari od allevatori di bestiame, per aspirare ai premi, dovranno, non solo costruire le stalle nei modi sopraccennati, ma dimostrare eziandio di preparare e conservare le quantità di fieno e di paglia occorrenti al governo ed all'alimentazione dei capi di bestiame prescritti, tenuti a stabulazione permanente nei mesi di dicembre, gennaio, febbraio e marzo.

Art. 5.

Coloro che intendano di prender parte al concorso dovranno inviare al Ministero d'agricoltura, per mezzo della prefettura o delle rappresentanze agrarie della provincia di Trapani, non più tardi del 15 luglio 1894, apposita dimanda, corredata:

a) di una breve relazione sulla stalla, con la indicazione della spesa occorsa;

b) dei disegni della stalla, ed eventualmente della concimaia.

Nella domanda il concorrente dovrà indicare il premio al quale aspira, cioè se di lire 2000 o di lire 1000.

Art. 6.

La Commissione giudicatrice, nominata dal Ministero, costituita di tre membri, visiterà le stalle dei concorrenti e presenterà apposita relazione colle proposte dei premi da conferirsi.

Art. 7.

La relazione della Commissione giudicatrice sarà presentata al Consiglio d'agricoltura, sulle conclusioni del quale il Ministero aggiudicherà i premi.

Roma, 19 maggio 1892.

Il Ministro
LACAVA.

IL MINISTRO

di Agricoltura, Industria e Commercio

Visto l'articolo 4 del testo unico delle leggi intese ad impedire la diffusione della fillossera, approvato con regio decreto del 4 marzo 1888 n. 5252 (serie 3ª);

Visto il decreto ministeriale in data 18 luglio 1890, col quale sono regolati i divieti di esportazione dei vegetali dai comuni infetti o sospetti di infezione fillosserica;

Ritenuto che i comuni di Cagliano, Consonno, Dozio Aizurro Biglio, in provincia di Como, sono sospetti di infezione fillosserica;

Dispone:

Articolo unico. — Le norme contenute nel decreto ministeriale 18 luglio 1890, relative all'esportazione di talune materie appartenenti alle categorie indicate alle lettere *a*, *b*, *c*, del testo unico delle leggi antifillosseriche, approvato con Regio decreto 4 marzo 1888 n. 5252 (serie 3ª), sono estese ai comuni sopra indicati, in provincia di Como.

Il Prefetto della provincia di Como è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale*, nel Bollettino di notizie agrarie, nel Bollettino degli Atti ufficiali della Prefettura e comunicato ai delegati per la ricerca della fillossera nella provincia, alle Delegazioni di pubblica sicurezza, alle Tenenze dei reali carabinieri e delle guardie di finanza, ai direttori delle dogane, agli ufficiali forestali, ai capi stazione ed alle Agenzie locali di navigazione, perchè cooperino alla sua osservanza.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 10 giugno 1892.

Per il Ministro: N. MIRAGLIA.

IL MINISTRO
di Agricoltura, Industria e Commercio

Visto l'articolo 4 del testo unico delle leggi intese ad impedire la diffusione della fillossera, approvato con R. Decreto del 4 marzo 1888 n. 5252 (serie 3ª);

Visto il decreto ministeriale in data 18 luglio 1890, col quale sono regolati i divieti di esportazione dei vegetali dai comuni infetti o sospetti di infezione fillosserica;

Ritenuto che nel comune di Piombino, in provincia di Pisa, è stata constatata la presenza della fillossera;

Dispone:

Articolo unico. — Le norme contenute nel decreto ministeriale 18 luglio 1890, relative all'esportazione di talune materie appartenenti alle categorie indicate alle lettere *a, b, c,* del testo unico delle leggi antifillosseriche, approvato con Regio Decreto 4 marzo 1888 n. 5252 (serie 3ª), sono estese al comune di Piombino, in provincia di Pisa.

Il Prefetto della provincia di Pisa è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale,* nel Bollettino di notizie agrarie, nel Bollettino degli atti ufficiali della prefettura e comunicato ai delegati per la ricerca della fillossera nella provincia, alle delegazioni di pubblica sicurezza, alle Tenenze dei reali carabinieri e delle guardie di finanza, ai direttori delle dogane, agli ufficiali forestali ed ai capi stazione ed alle Agenzie locali di navigazione, perchè cooperino alla sua osservanza.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 14 giugno 1892.

Per il Ministro: N. MIRAGLIA

IL MINISTRO
di Agricoltura, Industria e Commercio

Vista la legge 2 luglio 1891 n. 386 (serie 4ª);

Ritenuto che nel comune di Rossino è apparsa la cocciniglia del gelso (*Diaspis pentagona*);

Vista la deliberazione della Deputazione provinciale di Bergamo, presa nella tornata del 28 aprile 1892;

Visto il ministeriale decreto 29 gennaio 1892 e le annesse istruzioni;

Decreta:

Art. 1. Le disposizioni emanate col ministeriale decreto 29 gennaio 1892 per altri proprietarii di comuni infetti dalla cocciniglia del gelso, appartenenti alla provincia di Bergamo, sono estese ai proprietari di Rossino.

Art. 2. Il sindaco del comune di Rossino notificherà ai suoi amministrati la presente disposizione e ne curerà d'ufficio l'esecuzione, durante il mese di marzo, previa notificazione a mezzo del messo comunale, quando i proprietari non abbiano applicata la cura nel tempo e nei modi stabiliti.

Art. 3. Al sindaco di Rossino è fatto obbligo di portare a conoscenza dei propri amministrati, a mezzo di apposito avviso, le istruzioni annesse al ministeriale decreto 29 gennaio 1892.

Il Prefetto di Bergamo è incaricato di vigilare per la scrupolosa osservanza del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti ed inserito nella *Gazzetta Ufficiale.*

Roma, addì 14 giugno 1892.

Per il Ministro: MIRAGLIA.

CONCORSI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso di concorso

Colle norme prescritte dal Regolamento universitario, approvato col R. decreto 26 ottobre 1890 n. 7337, è aperto il concorso alle seguenti cattedre:

Per professore ordinario:

Università di Bologna: Letteratura greca.

Per professore straordinario:

Università di Messina: Geografia.
» Modena: Economia politica.

Le domande su carta bollata da lire 1,20 ed i titoli, indicati in apposito elenco, dovranno essere presentati al Ministero della Pubblica Istruzione non più tardi del 15 settembre 1892.

Ogni domanda inviata dopo quel giorno sarà considerata come non avvenuta.

Non sono ammessi lavori manoscritti.

Le pubblicazioni dovranno possibilmente essere in un numero di copie bastevoli a farne la distribuzione ai componenti la Commissione.

Roma, 10 maggio 1892.

Il Direttore
Capo della Divisione per la istruzione superiore
E. FERRANDO.

3

N. 53270 - 4ª Divisione.

Il Prefetto della Provincia di Roma

Veduta la legge 23 luglio 1881 n. 333, colla quale venne dichiarata di pubblica utilità la costruzione di strade provinciali designate nelle tabelle allegatevi, e nelle quali sotto la lettera B al num. 203 è classificata la strada Licenza-Percile (Orviniense 1° Tronco);

Veduto il decreto prefettizio 14 luglio 1891 n. 30987, con cui venne ordinato al Ministero dei Lavori Pubblici il deposito nella Cassa dei Depositi e Prestiti delle indennità concordate coi proprietari per gli stabili da occuparsi per l'esecuzione dei lavori suindicati;

Vedute le polizze rilasciate dall'Amministrazione centrale della Cassa dei Depositi e Prestiti in data 23 novembre 1891, coi numeri 19903 al 19941, constatanti l'avvenuto deposito delle somme dovute ai suddetti;

Veduto l'art. 30 della legge 25 giugno 1865 n. 2359;

Decreta:

Art. 1. Il Ministero dei Lavori Pubblici è autorizzato alla immediata occupazione degli stabili descritti nell'elenco che fa seguito e parte integrante del presente decreto.

Art. 2. Il presente decreto sarà registrato all'Ufficio di Registro, inserito nella *Gazzetta Ufficiale*, trascritto nell'Ufficio delle Ipoteche, affisso per 30 giorni consecutivi all'albo pretorio del municipio di Licenza, notificato ai proprietari interessati, all'Agenzia delle Imposte Dirette e del catasto di Roma per la voltura in testa allo Stato degli stabili occupati.

Art. 3. Coloro che abbiano ragioni da eccepire sul pagamento della suddetta indennità potranno produrle entro i 30 giorni successivi a quello dell'inserzione di cui all'articolo 2 del presente decreto e nei modi indicati nell'articolo 51 della legge suindicata.

Art. 4. Trascorso l'avanti prefisso termine ed ove non siansi prodotte opposizioni, si provvederà al pagamento delle indennità depositate, previo la dimostrazione della legittima proprietà e libertà da vincoli reali degli stabili rappresentati dalla indennità, da farsi a cura e spese degli interessati con regolare istanza alla Prefettura.

Art. 5. Il Sindaco di Licenza provvederà a fare affiggere all'albo

pretorio del Municipio il presente decreto ed a notificarlo agli interessati a mezzo di Usciere comunale.

Roma, 22 marzo 1892.

Per il Prefetto
BRUNELLI.

Per copia conforme ad uso amministrativo.
Il Segretario: TORRONI.

Elenco descrittivo
degli stabili di cui si autorizza l'occupazione.

1. Muzi Alessandro fu Antonio domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Civitella, frazione del comune di Licenza, contrada Le Coste, distinto a catasto col numero 249|B.
Superficie in m. q. da occuparsi 304,20.
Indennità stabilita lire 210.

2. Maffei Antonio fu Giuseppe domiciliato a Licenza.
Terreno seminativo vitato in territorio di Civitella, frazione del comune di Licenza, vocabolo Le Coste, distinto a catasto col numeri 224|B, 254|5
Superficie in m. q. da occuparsi 180.
Indennità stabilità L. 121.

3. Maffei Domenico fu Giov. Maria, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Civitella, frazione di Licenza, vocabolo Le Coste, distinto a catasto col n. 250|B.
Superficie in m. q. da occuparsi 80.
Indennità stabilita L. 37.

4. Maffei Domenico fu Luigi, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Civitella, frazione del comune di Licenza, vocabolo Le Coste, distinto a catasto col numeri 1283|B, 1284|B.
Superficie in m. q. da occuparsi 60.
Indennità stabilita L. 57.

5. Crispini Luigi fu Francesco, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo olivato, in territorio di Licenza, vocabolo Vignalo, distinto a catasto col n. 434|B.
Superficie in m. q. da occuparsi 30.
Indennità stabilita L. 29.

6. Meati Giuseppe fu Francesco, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo olivato, in territorio di Licenza, vocabolo Vignali, distinto a catasto col n. 2236|C.
Superficie in m. q. da occuparsi 40,25.
Indennità stabilita L. 39,96.

7. Onorati Maria Giulia, Virginia, Clotilde ed Angeletti Palma vedova Onorati, fu Luigi, domiciliati in Licenza.
Terreno seminativo vitato in territorio di Licenza, vocabolo Vignali, distinto a catasto col n. di mappa 2227|C.
Superficie in m. q. da occuparsi 51.
Indennità stabilita L. 49,75.

8. Orati Giuseppe fu Michele e De Vecchio Francesco fu Nicola, domiciliati in Licenza.
Per soprassuolo, in territorio di Licenza, vocabolo Vignali, intestate a catasto col nn. 2285 e 1863 della mappa Licenza.
Indennità stabilita L. 50.

9. Onorati Vincenzo fu Giuseppe, domiciliato in Licenza.
Indennità per passaggio nel fondo di una forma di scolo alle acque della provinciale 203, 1° tronco, vocabolo Vignali, distinto a catasto col n. 1859, Licenza.
Indennità stabilita L. 40.

10. Diotallevi Sinforosa fu Giuseppe in Muzio Alessandro, domiciliata in Licenza.
Terreno pascolivo olivato in territorio di Licenza, vocabolo Rio Vecchio, distinto a catasto col n. 1845|C.
Superficie in m. q. da occuparsi 81.
Indennità stabilita lire 131,20.

11. Passacantilli Giuseppe fu Francesco, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato in territorio di Licenza, vocabolo Rio Vecchio, distinto a catasto col n. 1620|B.
Superficie in m. q. da occuparsi 117.
Indennità stabilita L. 48,40.

12. Orati Michele e Giovanni di Giandomenico, domiciliati in Licenza.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Licenza, vocabolo Vignali, distinto a catasto col n 1360|C.
Superficie in m. q. da occuparsi 144.
Indennità stabilita L. 73,10.

13. Onorati Ottavio fu Orazio, domiciliato in Roma.
Terreno prativo, seminativo, e seminativo olivato in territorio di Licenza, distinto a catasto col numeri 1778|B, 2006|B, 1779|B, mappa Licenza.
Superficie in m. q. da occuparsi 516.
Indennità stabilita L. 148,20.

14. Angeletti Maria in Bernardini Giovanni, domiciliata in Licenza.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Licenza, vocabolo Rio Vecchio, distinto a catasto col n. 2215|B, mappa Licenza.
Superficie in m. q. da occuparsi 24,70.
Indennità stabilita L. 10,94.

15. Savi Pietro fu Francesco, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Licenza, vocabolo Rio Vecchio, distinto a catasto col n. 2003|B, mappa Licenza.
Superficie in m. q da occuparsi 8.
Indennità stabilita L. 14,10.

16. Savi Celestino fu Francesco, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato in territorio di Licenza, vocabolo Rio Vecchio, distinto a catasto col n. 2003|C, mappa Licenza.
Superficie in m. q. da occuparsi 6,60.
Indennità stabilita L 13,82.

17. Paolini Lucio fu Pietro Paolo, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato in territorio di Licenza, vocabolo Rio Vecchio, distinto in catasto col n. 1792|B, mappa Licenza.
Superficie in m. q. da occuparsi 41.
Indennità stabilita L. 23,80.

18. Rufini Leoni fu Generoso, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato in territorio di Licenza, vocabolo Rio Vecchio, distinto a catasto col nn. di mappa 1849|B, 1849|C.
Superficie in m. q. da occuparsi 150.
Indennità stabilita L. 95.

19. Savi Luigi fu Antonio, domiciliato in Licenza.
Indennizzo per una capanna, sita in territorio di Licenza, vocabolo Rio Vecchio, distinta a catasto col n. 2003.
Indennità stabilita L. 20.

20. Rufini Antonio fu Michele, domiciliato in Licenza.
Terreno in territorio di Licenza, vocabolo Cesini, distinto a catasto col n. di mappa 1787.
Superficie in m. q. da occuparsi 28.
Indennità stabilita L. 4,20.

21. Rufini Antonio fu Michele, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Licenza, vocabolo Cerini, distinto a catasto col n. di mappa 1787.
Superficie in m. q. da occuparsi 45.
Indennità stabilita L. 40,25.

22. Foschi Giuseppe fu Vincenzo, domiciliato in Licenza.
Terreno seminativo vitato in territorio di Licenza, vocabolo La Mola, distinto a catasto col n. di mappa 1018-2166.
Superficie in m. q. da occuparsi 172.
Indennità stabilita L. 189.

23. Lucidi Anna fu Pietro in Serafini Luigi, domiciliata in Licenza.
Terreno ortivo in territorio di Licenza, vocabolo Molino, distinto in catasto col n. di mappa 2167|B.
Superficie in m. q. da occuparsi 160.
Indennità stabilita L. 100.

24. Foschi Giuseppe fu Vincenzo, domiciliato in Licenza.

Terreno seminativo vitato, in territorio di Licenza, vocabolo La Molà, distinto a catasto col n. 1330.
Superficie in m. q. da occuparsi 180.
Indennità stabilita L. 50.
25. Rufini Francesco fu Generoso.
Terreno ortivo, territorio di Licenza, vocabolo Molino, distinto a catasto col nn. 1347|B, 1348|B.
Superficie in m. q. da occuparsi 276.
Indennità stabilita L. 149,80.
26. Lucidi Biagio Antonio fu Pietro, Vincenzo e Domenico, domiciliati in Leicenza.
Terreno seminativo vitato, posto in territorio di Licenza, vocabolo Piano Morale, distinto a catasto coi numeri di mappa 1069|B, 1069|C.
Superficie in m.q. da occuparsi 200.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Roccagiovine, vocabolo Piano Morale, distinto a catasto coi numeri di mappa 381|B, 381|C.
Superficie in m.q. da occuparsi 260.
Indennità stabilita per tutti e due i terreni L. 120.
27. Spaziani Maria, fu Domenico, vedova Fabi, domiciliata in Roccagiovine.
Indennizzo per muro a secco, m. 18,200, sito in territorio di Roccagiovine, vocabolo Rio Cupo, distinto a catasto coi numeri di mappa 432, 433.
Indennità stabilita L. 36,40.
28. Rufini Giovanni di Giuseppe, domiciliato in Roccagiovine.
Indennità per m c. 75,00 di siepe viva, in territorio di Roccagiovine, vocabolo Costa S. Angelo, distinto a catasto col numero di mappa 425.
Indennità stabilita L. 75,00.
29. Rufini Giuseppe e Luigi fu Matteo, e Rufini Giovanni di Giuseppe, domiciliati in Roccagiovine.
Indennità per m c. 72 di siepe viva, in territorio di Roccagiovine, vocabolo Costa S. Angelo, distinto a catasto coi numeri di mappa 426, 727.
Indennità stabilita L. 72.
30. Pascolivi Giov. Battista fu Giovanni, domiciliato in Roccagiovine.
Terreno seminativo in territorio di Roccagiovine, vocabolo Casal Questione, distinto a catasto col numero di mappa 438|B.
Superficie in m. q. da occuparsi 304.
Indennità stabilita L. 64 60.
31. Fabi Antonio fu Vincenzo, domiciliato in Vicovaro.
Terreno seminativo sito in territorio di Vicovaro, sez. 2ª, vocabolo Colle Griccio, distinto a catasto coi nn. 1055, 1056.
Superficie in m. q. da occuparsi 67,50.
Indennità stabilita L. 78.
32. Scipi Lorenzo fu Antonio, domiciliato in Vicovaro.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Vicovaro, sez.2ª, vocabolo Colle Rocco, distinto in catasto coi numeri di mappa 708, 670, 1066.
Superficie in m. q. da occuparsi 1095
Indennità stabilita L. 581,50.
33. Maiorani Vittorio fu Domenicantonio, domiciliato in Vicovaro.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Vicovaro, sez. 2ª, vocabolo Colle Rosso, distinto in catasto col numero di mappa 641.
Superficie in m. q. da occuparsi 339.
Indennità stabilita L. 432,25.
34. Ottaviani Giovanni di Giuseppe, domiciliato in Vicovaro.
Indennizzo per soprassuolo in territorio di Vivaro, vocabolo Prato delle Coste, distinto a catasto col numeri di mappa 731, 732, 733, 734.
Indennità stabilita L. 358,50.
35. Febbi Luigi fu Giovanni, domiciliato in Vicovaro.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Vicovaro, vocabolo Colle Rosso, distinto a catasto col numero di mappa 1068.
Superficie in m. q. da occuparsi 160,50.
Indennità stabilita L. 129,50.

36. Molloni Luigi fu Antonio, domiciliato in Vicovaro.
Terreno seminativo vitato, posto in territorio di Vicovaro, sez. 2ª, vocabolo Colle Rosso, distinto a catasto coi numeri di mappa 576|C, 577|C.
Superficie in m. q. da occuparsi 305,50.
Indennità stabilita L. 141,85.
37. Mercuri Simeone fu Giuseppe, domiciliato in Vicovaro.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Vicovaro, vocabolo Colle Rosso, distinto a catasto coi numeri di mappa 578|C, 583|C.
Superficie in m. q. da occuparsi 345.
Indennità stabilita L. 206.
38. Domenici Pietro fu Francesco, domiciliato in Vicovaro.
Terreno seminativo vitato, in territorio di Vicovaro, vocabolo Colle Rosso, distinto a catasto coi numeri 575|B, 558.
Superficie in m. q. da occuparsi 514.
Indennità stabilita L. 247,60.
39. Rufini Giovanni di Giuseppe, domiciliato in Roccagiovine.
Terreno seminativo, in territorio di Roccagiovine, vocabolo Piano Morale, distinto a catasto col numero di mappa 878.
Superficie in m. q. da occuparsi 75,90.
Indennità stabilita L. 23,18.
Totale della superficie in m. q. da occuparsi 6294,15.
Totale dell'indennità stabilita lire 4311,50.

BOLLETTINO METEORICO

DELL' UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 17 giugno 1892.

STAZIONI	STATO DEL CIELO 7 ant.	STATO DEL MARE 7 ant.	TEMPERATURA Massima nelle 24 ore precedenti	TEMPERATURA Minima nelle 24 ore precedenti
Belluno	3|4 coperto	—	20 3	14 2
Domodossola	piovoso	—	19 1	12 4
Milano	coperto	—	22 3	15 3
Verona	coperto	—	29 2	16 1
Venezia	piovoso	calmo	23 0	17 2
Torino	1|4 coperto	—	20 7	15 1
Alessandria	1|2 coperto	—	24 8	16 0
Parma	1|2 coperto	—	22 8	15 9
Modena	1|2 coperto	—	25 0	16 6
Genova	3|4 coperto	mosso	22 8	15 7
Forlì	1|2 coperto	—	25 2	17 6
Pesaro	1|4 coperto	calmo	27 4	15 8
Porto Maurizio	1|2 coperto	mosso	26 1	16 1
Firenze	3|4 coperto	—	23 4	15 7
Urbino	1|2 coperto	—	23 1	13 9
Ancona	3|4 coperto	calmo	26 7	18 9
Livorno	1|4 coperto	molto agitato	23 5	18 8
Perugia	coperto	—	24 0	15 1
Camerino	1|2 coperto	—	23 3	13 6
Chieti	sereno	—	24 8	14 0
Aquila	coperto	—	21 0	13 0
Roma	q. coperto	—	27 3	18 5
Agnone	1|4 coperto	—	21 9	11 9
Foggia	sereno	—	30 9	19 0
Bari	sereno	calmo	26 0	19 0
Napoli	1|4 coperto	calmo	24 6	18 6
Potenza	1|4 coperto	—	23 3	13 4
Lecce	sereno	—	29 3	18 0
Cosenza	1|4 coperto	—	26 0	18 6
Cagliari	sereno	legg. mosso	29 0	18 4
Reggio Calabria	1|4 coperto	agitato	25 3	19 0
Palermo	sereno	calmo	29 6	14 9
Catania	sereno	calmo	27 6	19 5
Caltanissetta	sereno	—	27 5	15 0
Siracusa	sereno	legg. mosso	30 1	19 8

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano
Il dì 17 giugno 1892

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49,6.

Barometro a mezzodì . . . . . = 762 5
Umidità relativa a mezzodì. . . . . . = 46
Vento a mezzodì . . . . . . S W moderato.
Cielo a mezzodì . . . . 3/4 coperto.
Termometro centigrado { Massimo = 26°,4. Minimo = 18°,5.
Pioggia in 24 ore: gocce.

Li 17 giugno 1892.

In Europa pressione irregolare, piuttosto elevata sulla penisola iberica, a 760 mill. al Nord d'Italia, a 758 sulla piccola Russia e nel mare del Nord. Corogna, Gibilterra 768.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito dovunque; temporali con piogge al Nord e Centro, venti abbastanza forti da ponente a libeccio specialmente al Centro, temperatura mite al Nord.

Stamane cielo nuvoloso sull'Italia superiore, generalmente sereno altrove; venti freschi intorno al ponente; barometro a 760 mm. sulla valle padana, a 764 a Zurigo, Marsiglia, Cagliari, Palermo.

Mare agitato a Palmaria.

Probabilità: venti freschi intorno al ponente; cielo sereno al Sud e in Sardegna, vario con temporali altrove; temperatura sempre elevata al Sud; mare mosso o agitato lungo la costa tirrenica.

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Venerdì 17 giugno 1892.

Presidenza del presidente FARINI.

La seduta è aperta alle ore 2 e 30.

CORSI L., segretario, dà lettura del processo verbale dell'ultima seduta, che è approvato, e di un sunto di petizioni.

Si accordano alcuni congedi.

PRESIDENTE comunica una lettera del sindaco di Genova colla qualse si invita il Senato alla commemorazione centenaria di Cristoforo Colombo.

Il Senato, su proposta del presidente, approva di farsi rappresentare alla funzione dai senatori residenti in Genova o che vi si troveranno in quell'epoca.

Incidente sull'ordine del giorno.

SPROVIERI F. propone che all'ordine del giorno per la seduta di domani sia posto il progetto per l'esercizio provvisorio a tutto dicembre degli stati di previsione per l'entrata e per la spesa pel 1892-93.

LAMPERTICO esprime il dubbio che la proposta dell'on. Sprovieri possa pregiudicare l'esame di altri progetti di legge la cui approvazione interessa la cosa pubblica.

ALLIEVI propone che la redazione dell'ordine del giorno sia come di solito rimessa alla prudenza della Presidenza.

SPROVIERI F. Ritira la sua proposta.

Seguito della discussione del progetto di legge: « Trattato di commercio fra l'Italia e la Svizzera, sottoscritto a Zurigo il 19 aprile 1892 (N. 212).

LACAVA, ministro di agricoltura, industria e commercio. Certamente il trattato in discussione non soddisfa a tutti i nostri desiderii.

Però non può ammettere che esso sia tale quale lo descrisse ieri il senatore Rossi A.

I trattati di commercio sono delle transazioni. Spesso ne viene che se ne lamentino tutte due le parti contraenti.

Essi poi devono interpretarsi nel loro complesso e non analiticamente.

Così procedendo, anche nel caso di cui oggi si tratta, si può persuadersi che non esiste in esso antagonismo alcuno fra l'industria e e l'agricoltura.

Non bisogna giudicare del trattato del 1892 dal trattato del 1889.

La situazione di diritto e di fatto dei due momenti in cui furono stipulati i due trattati di commercio colla Svizzera, era sensibilmente diversa.

L'oratore dimostra questa sua affermazione.

Le nuove tariffe svizzere e le mutate condizioni dei rapporti commerciali della Svizzera con altri paesi non potettero non influire sul nuovo trattato.

Dice che i nostri negoziatori furono uomini competentissimi e del resto essi non fecero che eseguire le istruzioni ricevute. Laonde, in ogni caso, la responsabilità al Governo.

Esamina quella parte del trattato che concerne le importazioni e le esportazioni.

Noi importiamo nella Svizzera particolarmente sete, bestiame e vino. Sulle due voci seta e bestiame, la giustificazione del trattato si trova completa nella relazione.

Quanto al vino noi ci troviamo rispetto alla Svizzera nella condizione della nazione più favorita. Per cui sotto questo punto di vista non ci può venir danno.

La clausola per cui fu consentito alla Svizzera di controllare i nostri vini all'entrata sul territorio della Confederazione è a nostro beneficio. E in ogni modo nel trattato è anche stabilito che in caso di contestazione prevarranno i giudizi dei nostri istituti tecnico-enologici.

Passa ad esaminare le condizioni fatte ai principali prodotti svizzeri che entrano in Italia, cioè formaggi, cotone e macchine, e anche per questa parte dimostra che la situazione del nostro commercio non fu peggiorata. Riguardo specialmente ai cotoni afferma che la necessità di qualche concessione alla Svizzera era generalmente riconosciuta.

Fa notare come, nè da Camere di commercio nè da istituti, nè dall'opinione pubblica siano venute osservazioni o proteste contro il trattato.

In riassunto, le voci del trattato che furono migliorate importano 115 milioni; quelle che rimasero ferme o furono leggermente peggiorate non ne importano che 5.

Cartello doganale colla Svizzera non si potè mai concordare. Ciò ci lascia in perfetta libertà di tutelare a miglior nostro agio i nostri interessi.

Senza prendere impegni assicura l'onorevole Rossi che il Governo esaminerà e terrà nel dovuto conto le proposte della Commissione reale sulle tariffe.

Constata che nei nuovi patti colle Società alle quali furono affidati i servizi marittimi, venne stabilito che le nuove costruzioni e i restauri di navi debbano essere riservati all'industria nazionale.

Attesta delle migliori disposizioni del Governo di venire in sussidio dell'agricoltura nei limiti delle risorse del bilancio.

Osserva come non sarebbe stato prudente di chiuderci il mercato svizzero che è eminentemente consumatore di prodotti italiani.

L'applicazione della tariffa convenzionale ci avrebbe grandemente danneggiati in paragone della situazione creataci dal trattato.

Protesta della sua piena fiducia nell'avvenire economico del paese, sopratutto se lavoreremo di più e meglio, se le annate ci favoriranno, se non ricanteremo miseria ad ogni piè sospinto.

Termina con quest'adagio: *Nil difficile volenti.* (Bene).

FINALI, relatore, ringrazia il ministro per le benevoli parole dirette alla relazione.

La politica non è estranea alle trattative commerciali.

Elogia la praticità e la dottrina dell'onorevole Rossi; ma con lui

che ritiene tutti i trattati necessariamente cattivi, è difficile il discutere un trattato.

Fa notare l'importanza commerciale della Svizzera, malgrado il piccolo numero dei suoi abitanti.

Ricorda, di fronte alle idee protettive dell'onorevole Rossi, che in Italia, dal 1885 al 1890 in cui prevalsero tali idee, si ebbe una media eccedenza della importazione sull'esportazione di 445 milioni.

È vero che in quest'epoca si aprirono in Italia molte fabbriche e stabilimenti, ma non è vero che questo attesti la prosperità del paese: i fatti lo provano.

Se l'on. Rossi ebbe aspre e dure parole verso i nostri negoziatori, ebbene in Isvizzera un deputato chiamò i negoziatori della sua nazione i becchini dell'agricoltura.

Ma le critiche ai negoziatori italiani fatte dall'on. Rossi gli suonarono penose; ne loda la capacità e la competenza, e crede che in Isvizzera hanno lasciato di sè un concetto migliore di quello in cui li tiene l'on. Rossi.

L'on. Rossi deplorò l'irresponsabilità dei negoziatori; ma non è forse necessaria questa irresponsabilità? Non è forse il Governo che solo risponde?

Se si fossero affidate le negoziazioni all'on. Rossi sarebbe stato lo stesso come non voler concludere trattato. Roma non avrebbe mandato Catone maggiore a trattare di pace con Cartagine (Ilarità, bene).

Dimostra l'importanza del commercio italiano colla Svizzera.

Non crede che in Italia si sia mai udito il grido: abbasso tutte le industrie, neppure nelle ore più tarde all'uscita di un Congresso di enologia pratica. (Si ride).

Rettifica alcune cifre ieri citate dall'onorevole Rossi circa l'industria cotoniera.

Completa le osservazioni già fatte dall'onorevole ministro circa il dazio dei vini. La clausola della nazione più favorita ci gioverà pei vini in bottiglia, dopochè la Svizzera avrà stipulato colla Francia che ha un'esportazione quattro o cinque volte maggiore della nostra.

L'impegno assunto dalla Svizzera circa il cartello doganale è serio.

È troppo naturale che i contrabbandieri siano italiani quando è l'Italia che ha gli alti dazi.

Non crede che si possano invocare in Italia i postulati degli agricoltori austro-ungarici.

Augura all'Italia costante clemenza di cielo, intensità e perfezione di lavoro, progressiva ricchezza nella produzione; ma non vuole si dimentichi che i commerci internazionali sono utili non solo alla finanza, ma anche all'economia nazionale. (Bene, Benissimo).

ROSSI A. rispetta la responsabilità ereditata dal Gabinetto e la forza delle tradizioni pieghevoli.

Paragona la difesa fatta dal Governo a pro del trattato, all'opera dei difensori ufficiosi nei giudizi penali.

Quando si dice che un trattato vuol essere giudicato nel suo complesso si ripete una banalità che non ha forza contro l'analisi scrupolosa.

Il tessitore non deve lagnarsi della navetta che adopera: ecco come e perchè il Governo difese i negoziatori.

Paragona la Svizzera economica ad una pompa aspirante e premente. (Ilarità).

Pei vini che passano i 15 gradi vi è un peggioramento sul trattato del 1889: e questo non si può negare.

Insiste sulla previsione assoluta delle cifre ieri addotte circa l'industria cotoniera.

Deplora che l'industria meccanica sia stata ferita.

Osserva che la Russia e la Francia vivono nemiche sul campo dei trattati, mentre sono amiche politicamente e d'altro canto l'Austria e la Germania vissero amiche fino a poco fa senza trattati.

Difende i risultati economici della tariffa del 1887.

Circa il cartello doganale osserva che il contrabbando si fa sui generi colpiti da dazi fiscali che sono le conseguenze delle teorie liberiste.

Conclude invocando aiuti perchè si rilevi la fibra del paese. (Bene).

PRESIDENTE dichiara chiusa la discussione e rinvia allo scrutinio segreto l'articolo unico del disegno di legge.

Propone poi che mediante lieve inversione dell'ordine del giorno, si proceda subito allo scrutinio segreto sul progetto discusso oggi e su quello relativo al rendiconto generale consuntivo 1890-91 approvato ieri.

Così viene stabilito.

VERGA C. procede all'appello nominale.

(Le urne rimangono aperte).

Approvazione del progetto di legge: « Accordi postali internazionali di Vienna del 4 luglio 1891 » (N. 220).

Senza discussione si approvano i tre articoli dei quali consta il progetto, che si voterà a scrutinio segreto nella seduta di domani.

Approvazione del progetto di legge: « Spese militari straordinarie da inscriversi nel bilancio della guerra » (N. 243).

Senza discussione si approvano i tre articoli dei quali consta il progetto, che si voterà a scrutinio segreto nella tornata di domani.

Approvazione del progetto di legge: « Convenzione 31 maggio 1892 per la proroga dei servizi postali e commerciali marittimi » (N. 228).

SALIS osserva che la convenzione attuale non è molto favorevole alla Sardegna.

Ricorda in proposito un voto della Deputazione provinciale e la deliberazione della Camera di commercio ed arti di Sassari e ne raccomanda i concetti al ministro.

Uno scemamento dei mezzi di trasporto fra la Sardegna e il continente sarebbe rovinoso, specie nelle condizioni già tristissime dell'isola.

Dichiara di avere molta fiducia nel Ministero e nella cultura e nella magnanimità del ministro delle poste e telegrafi.

FINOCCHIARO-APRILE, ministro delle poste e telegrafi. Il disegno di legge risponde ad una necessità; nè questo, come attesta il contegno del Senato, è il momento della discussione.

Al senatore Salis risponde che studierà con amore i voti espressi dalle rappresentanze della Sardegna.

Assicura che ha ritratto apposito protocollo circa il servizio speciale per il trasporto dei vini dalla Sicilia e dalla Puglia pei porti francesi di Cette, Bordeaux e Hâvre.

ROSSI A., relatore, e SALIS ringraziano il ministro delle sue dichiarazioni.

I due articoli dei quali consta il progetto di legge sono successivamente approvati e il progetto stesso si voterà domani a scrutinio segreto.

Rinvio allo scrutinio segreto del progetto (N. 244).

Senza discussione si rinvia allo scrutinio segreto l'articolo unico del progetto di legge:

« Esenzione dalla tassa del 10 per cento della lotteria a favore del collegio Regina Margherita in Anagni ».

Risultato di votazione.

PRESIDENTE proclama il risultato della votazione sui seguenti progetti di legge:

Rendiconto generale consuntivo dell'Amministrazione dello Stato per l'esercizio finanziario 1890-91:

Votanti	110
Favorevoli	103
Contrari	6
Astenuti	1

(Il Senato approva).

Trattato di commercio fra l'Italia e la Svizzera sottoscritto a Zurigo il 19 aprile 1892:

Votanti	108
Favorevoli	98
Contrari	9
Astenuti	1

(Il Senato approva).

Discussione del progetto di legge: « Provvedimenti per la città di Napoli » (N. 217).

COLONNA F., segretario, dà lettura del progetto di legge.

PRESIDENTE non essendovi oratori inscritti e nessuno chiedendo la parola, dichiara chiusa la discussione generale.

L'art. 1 è approvato senza osservazioni.

L'art. 2 è concepito così:

Art. 2.

La somma annua netta che l'Amministrazione dello Stato pagherà al comune di Napoli per la gestione dei dazi di consumo in base alle leggi del 14 maggio 1881, n. 198 e del 15 gennaio 1885, n. 2892, è elevata a L. 11,500,000.

L'art. 11 della legge 15 gennaio 1885, n. 2892, è sostituito dal seguente:

« Quando detratto dal prodotto lordo le spese di amministrazione e l'annualità di L 11,500,000 a favore del comune, avanzerà una somma superiore a L. 6,000,000, sarà corrisposta al comune una somma eguale a quattro quinti dell'eccedenza.

« Sarà tenuto un conto a parte del prodotto derivante dagli aumenti di tariffa votati dal comune ed approvati con decreto reale del 1° febbraio 1892, n. 35, o che fossero approvati in seguito. Questo prodotto sarà devoluto per intero al comune ».

FUSCO esprime la più grande riconoscenza per quanti cooperarono a questo disegno di legge.

Manifesta i suoi dubbi sulla formula colla quale è espressa la concessione per parte dello Stato di un milione e mezzo.

Se per tutto l'esercizio 1892 deve farsi la concessione, come mai l'art. 2 allude ad un tempo futuro?

Vorrebbe che si precisasse il concetto, se non con una diversa dizione dell'articolo di legge, almeno con esplicite e rassicuranti dichiarazioni del ministro.

GIOLITTI, presidente del Consiglio e ministro dell'interno, osserva che il Ministero attuale accettò senz'altro questo progetto di legge come lo presentò il Ministero precedente.

Le dichiarazioni del ministro non devono poter supplire là dove la legge può lasciare dei dubbi.

Dichiara all'on. Fusco che l'elevazione della somma annua netta che l'amministrazione dello Stato pagherà al comune di Napoli lire 11,500,000, avrà evidentemente effetto dal giorno in cui la legge entrerà in vigore.

FUSCO ringrazia il presidente del Consiglio.

Osserva però che tra il progetto di legge che è oggi avanti al Senato e quello concordato fra il Governo e l'amministrazione comunale vi è una diversità; l'art. 2 non è più quello; la forza retroattiva che vi si dava espressamente, oggi manca. È per quella retroattività che l'amministrazione comunale ora paga.

Ma ora si vede sfumare il pareggio, perchè, di fronte ai 2 milioni e mezzo che Napoli procurò, manca un milione e mezzo del Governo.

Ciò che concerne l'ultima parte dell'art. 2 evidentemente si riferisce a tutto ciò che il comune ha riscosso nel suo interesse.

Non si potrà dire che vi fu mistificazione da parte del municipio: promise il pareggio ma con mezzi che ora gli vengono a mancare.

GIOLITTI, presidente del Consiglio, ministro ad *interim* del Tesoro, osserva che il progetto odierno è quello proposto dal Ministero precedente.

Egli ignorava ogni altra cosa. Ma non crede che la diversità di un semestre possa ostacolare il pareggio: se occorrerà un prestito di 700 mila lire, non crede che la città di Napoli mancherà di mezzi per pagare gl'interessi relativi.

CALENDA A., relatore. Dopo le dichiarazioni del presidente del Consiglio sorrette da ragioni giuridiche e da ragioni di fatto, l'Ufficio centrale è lieto che nella parte principale l'on. Fusco sia soddisfatto e gli interessi della città di Napoli siano tutelati.

Raccomanda al Senato di votare favorevolmente il progetto di legge.

Gli articoli 2, 3 e 4, ultimo del progetto, sono quindi approvati e il progetto stesso si voterà domani a scrutinio segreto.

La seduta è levata (ore 6 e 10).

Reale Accademia delle Scienze di Torino

CLASSE DI SCIENZE MORALI, STORICHE E FILOLOGICHE

Adunanza del 12 giugno 1892.

Presiede il presidente dell'Accademia, prof. MICHELE LESSONA.

Il socio segretario Ferrero, nel presentare il lavoro, inviato in dono all'Accademia da S. E. il Ministro della pubblica istruzione, intitolato: « *Scavi di antichità nel territorio Falisco* », Relazione del professor F. Barnabei (Roma 1892), dà un breve ragguaglio sulla singolare importanza di questi scavi e del museo nella villa Giulia a Roma, ove gli oggetti scoperti furono esposti e ordinati.

È presentato, a nome del socio Domenico Berti, il primo volume de' suoi *Scritti varii*, testè pubblicato (Torino 1892)

Il socio Cesare Nani legge l'ultima parte del suo scritto « *Il socialismo nel codice civile* », in cui esamina alcuna delle riforme proposte dai novatori, chiudendo con brevi avvertenze sullo scopo e carattere della legislazione sociale.

Il socio Carlo Cipolla legge un suo lavoro intitolato: *Considerazioni sulle Getica di Jordanes e loro relazioni colla Historia Gothorum di Cassiodorio senatore.*

La classe ne approva la stampa nei volumi delle *Memorie* accademiche.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

BERLINO, 17. — Il treno reale italiano arriverà alle 7 ant. di lunedì a Francoforte e dopo brevissima sosta, proseguirà per Potsdam, ove giungerà alle 6 pom.

Domani giunge qui il conte di Solms, ambasciatore di Germania a Roma.

Egli si recherà poi domenica al confine ad incontrare il Re e la Regina d'Italia.

L'addetto militare all'ambasciata italiana, tenente-colonnello Zuccari, e l'addetto navale, capitano di vascello Volpe, si recheranno incontro ai sovrani fino al confine svizzero.

Ecco il programma, non ancora definitivo, delle feste, che avranno luogo in onore del Re e della Regina d'Italia.

Lunedì sera ricevimento e ritirata musicale.

Martedì rivista della guarnigione di Potsdam ed esercizi di combattimento.

La sera avrà luogo al teatro dell'*Opera* a Berlino una rappresentazione di gala.

I sovrani scenderanno al castello imperiale.

I sovrani d'Italia e di Germania assisteranno mercoledì ad un pranzo presso il principe e la principessa Federico Leopoldo e poscia ad una serata musicale al nuovo palazzo di Potsdam.

BERLINO, 17. — Secondo il *Berliner Tageblatt*, saranno addetti alla persona del Re d'Italia per il servizio d'onore, il generale conte di Valdersee, il luogotenente generale Bülow, il comandante il reggimento di usseri, di cui Re Umberto è capo, colonnello Bissing, e l'addetto militare all'ambasciata tedesca di Roma, tenente-colonnello di Engelbrecht.

Saranno addetti alla persona della Regina il conte di Arnim-Muskau ed alcuni cavalieri della Corte.

Il conte Grooben sarà addetto alla persona del ministro degli affari esteri, on. Brin.

La rappresentazione di gala all'*Opera* avrà luogo non più martedì ma mercoledì.

Consisterà nel secondo atto della *Armida* e nel ballo *Prometeo*.

SEATTLE (Stato di Washington, sul Pacifico), 17. — Nelson, capo di numerosi operai italiani, che lavorano nella ferrovia da Monte Cristo a Sedro, fu ucciso ieri da quattro italiani, mediante colpi dati sulla testa con una sbarra di ferro.

Sessanta amici di Nelson presero i quattro italiani e li linciarono in presenza di altri 150 operai italiani.

Listino Officiale della Borsa di Commercio di Roma del dì 17 giugno 1892.

VALORI AMMESSI a CONTRATTAZIONE IN BORSA	Godimento	Valore nom.	Valore vers.	PREZZI IN CONTANTI		PREZZI IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	PREZZI IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	Prezzi Nom.
RENDITA 5 0[0 1.a grida	1 genn. 92	—	—	93,75 ex	—	96,05 10 15 12 1/2 07	1/2 02 1/2 05)	— —
2.a grida		—	—	96,10 05 02 1/2 96.—	96 05			— —
detta (piccolo taglio)	»	—	—		— —			— —
detta 3 0[0 1.a grida	1 aprile 92	—	—		— —			— —
2.a grida	»	—	—		— —			57 —
Cert. sul Tesoro Emiss. 1860-64	»	—	—		— —			100 50
Obbl. Beni Ecclesiastici 5 0[0	»	—	—		— —			92 50
Prestito R. Blount 5 0[0	»	—	—		— —			100 50
» Rothschild	1 giugno 92	—	—		— —			101 75
Obbl. Municip. e Cred. Fondiario.								
Obbl. Municipio di Roma 5 0[0	1 genn. 92	500	500		— —			— —
» 4 0[0 1.a Emissione	1 aprile 92	500	500		— —			425 —
» 4 0[0 2.a, 3 a, 4.a, 5.a e 6.a Emiss.	»	500	500		— —			415 —
» Cred. Fond. Banco S. Spirito	»	500	500		— —			457 —
» » » Banca Nazionale 4 0[0	»	500	500		— —			477 —
» » » » 4 1[2 0[0	»	500	500		— —			486 —
» » » Banco di Sicilia	»	500	500		— —			— —
» » » » Napoli	»	500	500		— —			— —
Azioni Strade Ferrate.								
Az. Ferr. Meridionali	1 genn. 92	500	500		— —	678,50		— —
» » Mediterranee stampigliate	»	500	500		— —	530		— —
» » » certif. provv.	1 luglio 91	500	250		— —			— —
» » Sarde (Preferenza)	»	250	250		— —			— —
» » Palermo, Mar. Trap. 1.a e 2a. E	1 aprile 92	500	500		— —			— —
» » della Sicilia	1 luglio 91	500	500		— —			— —
Azioni Banche e Società diverse.								
Az. Banca Nazionale	1 genn. 92	1000	750		— —			1345 —
» » Romana	»	1000	1000		— —	1042 1043		— —
» » Generale	1 luglio 91	500	425		— —	350		— —
» » »	»	500	450		— —			356 —
» » di Roma	1 genn. 90	500	250		— —			470 —
» » Tiberina	1 » 89	200	200		— —			25 —
» » Industr. e Comm. (antiche)	1 ottob. 91	500	500		— —	532 535 538		— —
» » » cert. prov.	»	500	400		— —			— —
» » » nuove liberate	»	500	500		— —			475 —
» Soc. di Credito Mobiliare italiano	1 genn. 92	500	400		— —	525 522 523		— —
» » di Credito Meridionale	1 » 88	500	500		— —			— —
» » Romana per l'Illum. a Gaz	15 aprile 92	500	500		— —	888 90 91 1/2 92 93	94 05)	— —
» » Acqua Marcia	1 magg. 92	500	500		— —	1107		— —
» » Italiana per condotte d'acqua	1 genn. 90	500	500		— —	340 40 1[2 41 42 43 44	45 45 1[2 46 47 48 49	— —
» » Immobiliare	1 » 92	500	500		— —	178 1/2 179 180	50 50 1[4 50 1[2 51	— —
» » dei Molini e Magaz. Generali	1 luglio 90	250	250		— —	155	(51 1[2 52	— —
» » Telefoni ed App. Elettriche	1 genn. 89	100	100		— —			— —
» » Generale per l'Illuminazione	1 » 90	500	500		— —			210 —
» » Anonima Tramway Omnibus	»	125	125		— —	139 133 1[2 133		— —
» » Fondiaria Italiana	1 genn. 89	150	150		— —			— —
» » della Min. e Fond. Antimonio	1 ottob. 90	250	250		— —			— —
» » dei Materiali laterizi	»	250	250		— —			— —
» » Navigazione Generale Italiana	1 genn. 92	500	500		— —			290 —
» » Metallurgica Italiana	1 » 90	500	500		— —			190 —
» » della Piccola Borsa di Roma	1 dicem. 91	250	250		— —			210 —
» » Cautchouc	1 genn. 90	200	200		— —			40 —
» » An. Piemontese di elettricità	1 » 91	250	250		— —			250 —
» » Risanamento di Napoli	1 » 92	250	250		— —	177 177 1/2 178 1/2		— —
Azioni Soc. Assicurazioni.								
Az. Fondiarie Incendi	1 genn. 90	100	100		— —			80 —
» Fondiarie Vita	1 » 91	250	125		— —			230 —
Obbligazioni diverse.								
Obbl. Ferroviarie 3 0[0 Emiss. 1887-88-89	1 genn. 92	500	500		— —			290 —
» » Tunisi Goletta 4 0[0 (oro)	1 luglio 91	1000	1000		— —			— —
» Strade ferrate del Tirreno	1 genn. 92	500	500		— —			443 50
» Soc. Immobiliare	1 ottob. 91	500	500		— —			410 —
» » 4 0[0	»	250	250		— —			170 —
» » Acqua marcia	»	500	500		— —			500 —
» » SS. FF. Meridionali	»	500	500		— —			— —
» » FF. Pontebba Alta Italia	1 luglio 91	500	500		— —			— —
» » FF. Sarde nuova Emis. 3 0[0	1 aprile 92	500	500		— —			— —
» » FF. Paler. Ma. Tra. I S. (oro)	»	300	300		— —			— —
» » » » » II » »	1 genn. 91	300	300		— —			— —
» » FF. Second. della Sardegna	»	500	500		— —			— —
» » FF. Napoli-Ott. (5 0[0 oro)	»	250	250		— —			— —
Buoni Meridionali 5 0[0	»	500	500		— —			— —
Titoli a Quotazione Speciale.								
Rendita Austriaca 4 0[0 (oro)	»	—	—		— —			— —
Obbl. prestito Croce Rossa Italiana	1 aprile 92	25	25		— —			— —

OSSERVAZIONI

Media dei corsi del consolidato italiano a contanti nelle varie borse del Regno.

15 giugno 1892.

Consolidato 5 0[0 . . . . L. 93 507
Consolidato 5 0[0 senza la cedola del semestre in corso . . . » 93 427
Consolidato 3 0[0, nominale . . . » 57 687
Consolidato 3 0[0 senza cedola, nominale . » 56 332

B. TANLONGO, Presidente

(1) ex coup £. 2,17.

Sconto	CAMBI		Prezzi fatti		Nomin.
2 1/2	Francia	90 giorni	— —	— —	103 25
	Parigi	Cheques	— —	— —	102 92 1/2
2	Londra	90 giorni	25,52 24	— —	— —
	»	60 giorni	— —	— —	»
	»	Cheques	— —	— —	»
	Vienna-Trieste	90 giorni	»	»	»
	Germania	Cheques	»	»	»

Risposta ai premi . . . . . . } 27 Giugno
Prezzi di compensazione . . . } 27 Giugno
Compensazione . . . . 28 »
Liquidazione . . . . 30 »

Sconto di Banca 5 1[2 0[0. Interessi sulle anticipazioni.

Per il Sindaco: FRANCESCO DE VECCHIS.

Visto: Il Deputato di Borsa: M. MODIGLIANI.

PREZZI DI COMPENSAZIONE DELLA FINE MAGGIO 1892.

Rendita 5 0[0	94 20	Az. Banco di Roma	285 —	Az. Soc. Mat. Later.	225 —
» 3 0[0	57 —	» Banca Tiberina	28 —	» » Navig. Gen. Italiana	305 —
Obbl. Beni Eccles.	— —	» » Ind. e Com.	510 —	» » Metallurgica Italiana	200 —
Prest. Rotschild 5 0[0	102 —	» » » Certif.	4 5 —	» » della Piccola Borsa	210 —
Ob. città di Roma 4 0[0	425 —	» Soc. Cred. Mobil.	430 —	» » Caoutchouc	55 —
» Credito Fondiario Santo Spirito	450 —	» » » Merid.	— —	» » An. Piem. di Elettr.	250 —
» Credito Fondiario Banca Nazionale	480 —	» » Gas stampigl.	785 —	» » Risanamen.	183 —
» Credito Fondiario Ban. Naz 4 1[2 0[0	485 —	» » Acqua Marcia st.	1110 —	» » Fondiar. incendi	80 —
Az. Fer Meridionali	658 —	» » Condot. d'ac.	256 —	» » Fond. Vita	230 —
» » Mediterranee	522 —	» » Gen. Illumin.	223 —	Obbl. Soc. Imm. 5 0[0	410 —
» » » certif.	510 —	» » Tramway Om.	118 —	» » » 4 0[0	170 —
» Banca Nazionale	1320 —	» » cort. prov.	— —	» » Ferroviarie	285 —
» » Romana	1015 —	» » Molini e Magaz. Gen.	100 —	» Ferr. Napoli-Ottaiano	242 —
» » Gen. vers. 425)	353 —	» » Immobiliare	183 —		
» » » » 450)	352 50	» » Fond. Italiana	— —		
		» » Min. Antim.	— —		